

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



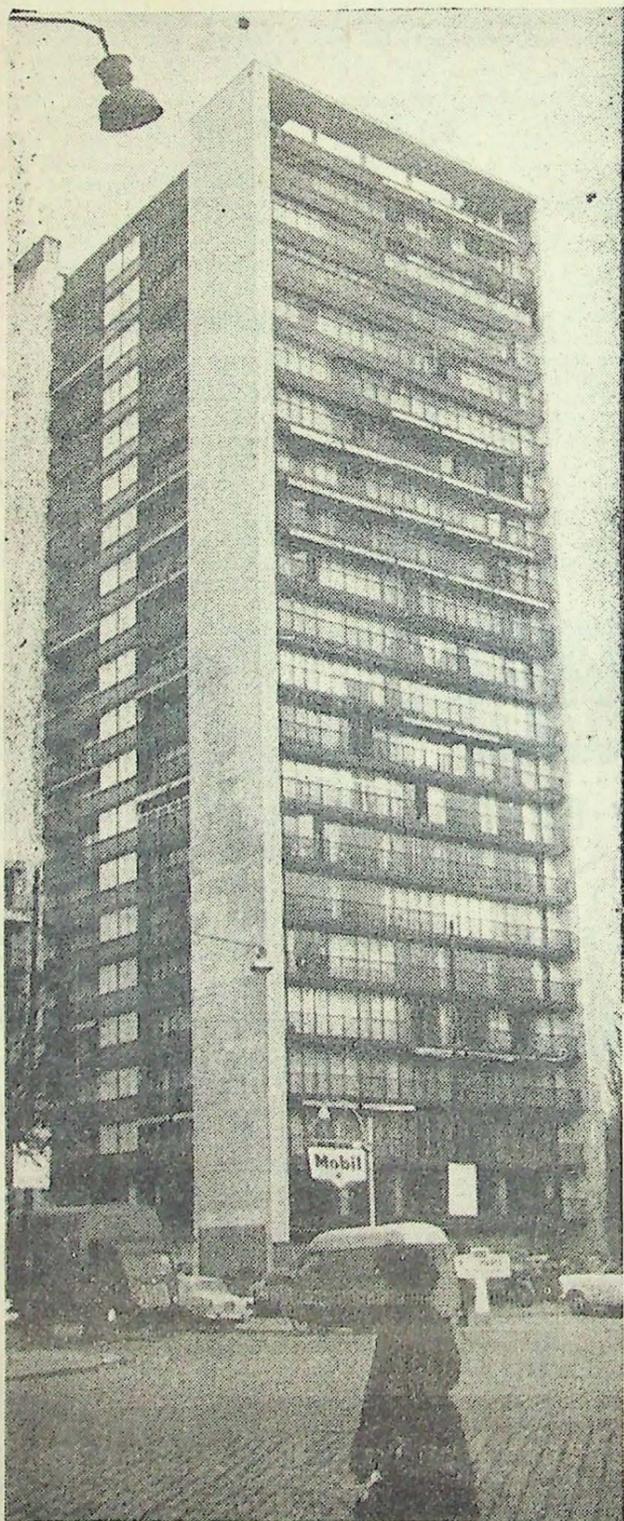
DU PARTI

SOCIALISTE UNIFIÉ

PRIX : 60 centimes

N° 148. — 11 MAI 1963

Le procès du C. N. L. :
Fuite devant les responsabilités



(Ag p)

Tandis que se poursuit — à travers de nombreuses difficultés — la construction de l'immeuble du Point du Jour (ci-dessus), le procès de ses promoteurs, les hommes du C.N.L. (Comptoir National du Logement), vient de s'ouvrir. Mais le principal accusé, l'architecte Pouillon, est absent. On se rappelle qu'une maladie, fort opportune, lui avait permis

d'être admis dans une clinique d'où il s'est évadé. Aux dernières nouvelles, il serait en Algérie, où il a aussi construit... y compris pour lui-même.

Le tribunal a demandé son extradition qui n'est certainement pas souhaitée par tout le monde. En attendant, les accusés présents cherchent à dégager leurs responsabilités.

Nouvelle montée des prix : électricité et trains plus chers

Sous prétexte de lutter contre l'inflation, le gouvernement prend des mesures conformes à la tradition de la droite :
le consommateur paiera !

(Page 3)

L'actualité sociale

• Oise

Licenciement à Chantier-Thourotte

• Landes

La forêt gasconne en péril

• Saône-et-Loire

Des parents d'élèves en colère

(Lire page 11, les dépêches de nos correspondants régionaux.)

Les problèmes agricoles

La détermination des paysans et la pression de la base ont permis d'arracher des concessions au Pouvoir, mais la lutte n'est pas finie.

(Page 5)



Photo Tribune

Les agriculteurs ont défilé récemment dans les rues d'Argentan.

Réflexions

Notre camarade Lebrun, de la 13^e section, nous a adressé, au lendemain de l'annonce des démissions de Bleuse et Suant, ces « simples réflexions » d'un militant dont nous tenons à publier l'extrait suivant :

Oublient-ils, ces camarades, élus sur un programme qui était celui du P.S.U., les dévouements obscurs, les soirées consacrées à l'organisation technique et matérielle de leurs réunions, les nuits passées à l'affichage, la vente des journaux, la distribution des tracts, le travail acharné de tant de militants dévoués qui n'épargneront ni leur temps ni leur peine pour contribuer à leur succès au cours des récentes campagnes électorales ? C'est d'abord grâce à l'action de ces militants que les camarades Bleuse et Suant ont pu occuper le siège qui leur permet pour un temps d'administrer la cité et de faire leur preuve en matière de « constructions d'écoles et de logements ».

Certes, chacun est libre sur le plan personnel de donner ou de reprendre son adhésion, mais l'honnêteté la plus élémentaire consiste, lorsque l'on a accepté un mandat donné, non à titre personnel mais sur le programme d'un parti, de le remplir tel quel ou de se démettre.

Nous restons, nous les militants, dans ce parti parce que nous y découvrons à la base tant de dévouements encore mal utilisés, une telle jeunesse de cœur et d'esprit, une telle liberté d'expression que nous sommes certains, au-delà de vos querelles, que nous finirons bien par accomplir la tâche que nous avons choisie.

Offre exceptionnelle réservée à nos lecteurs amis des beaux livres moins chers que d'occasion quelques exemplaires neufs de magnifiques ouvrages presque épuisés avec FACULTÉ DE RETOUR

1) - HISTOIRE ILLUSTRÉE de la RUSSIE de Carmichael relié format 24x31 300 documents en noir, 36 en couleurs. 25^f lieu de 60^f

2) - AUJOURD'HUI LA CHINE par P. Gasca (préf. de Claude Roy) format 22x28, couverture rigide laquée, 142 docum. en noir, 9 pages. 19,50^f lieu de 40^f en couleurs.

3) - LA PEINTURE HOLLANDAISE AU XVII^e SIÈCLE par Huttinger 22x30, couverture rigide laquée, 72 docum. noir, 24 en couleurs. 29^f lieu de 46^f

4) - HISTOIRE DE LA MAGISTRATURE FRANÇAISE des origines à nos jours par Marcel Rousselet, premier Président de la cour d'appel de Paris. 2vo. 2212x, 28 1/2 (plus de 1 000 pages) les 2 volumes brochés. 48^f lieu de 175^f de (reliés)

5) - LE THÉÂTRE des origines à nos jours par L. Moussinac format 22x27 438 docum. en noir. 15 pages couleurs. 29,50^f lieu de 75^f relié toile.

BON à adresser à la Librairie Pilote 30, rue de Grenelle - Paris 7^e

Veuillez m'envoyer les ouvrages No..... pour un montant total de.....F.....

Ci-inclus en un chèque postal joint à votre compte n° 1390531 Paris chèque mandat.

Nom..... Profession..... Adresse.....

.....

Pour l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire

On prétend souvent que les recherches concernant l'énergie atomique effectuées à des fins militaires contribuent puissamment aux progrès de cette source d'énergie. Cependant, de telles recherches sont-elles compatibles avec une utilisation normale de celle-ci à des fins pacifiques ?

C'est ce que conteste la Fédération C.F.T.C. du Gaz et de l'Electricité qui vient de souligner dans un communiqué que, « dans le cadre de sa mission de fourniture d'énergie électrique indispensable à la vie du pays, Electricité de France poursuit à grands frais, dans ce but, une politique d'équipement et d'expériences vers les centrales thermiques d'origine nucléaire ». Mais, ajoute la Fédération : « l'utilisation des réactions des centrales nucléaires pour extraire du plutonium à des fins militaires ne permettra pas d'effectuer toutes les études, les recherches et les essais techniques souhaitables pour atteindre des buts économiques et sociaux. »

Voilà une condamnation de la force de frappe gaulliste avec des arguments techniques.

Bothereau fidèle à lui-même

Cette fois, c'est officiel. Au Comité national confédéral Force-Ouvrière qui vient de se tenir à Clermont-Ferrand, Robert Bothereau a annoncé sa décision de « ne pas solliciter le renouvellement de son mandat de secrétaire général » au congrès confédéral de l'automne prochain.

Mais s'il quitte la direction de F.-O., Bothereau ne change pas pour autant, au moins en ce qui concerne le problème des rapports avec la C.G.T. : « Aucun de nos camarades ne consentirait à souscrire à l'unité organique avec la C.G.T., mais tous ne font pas exactement la part des choses. Il en est qui ne savent pas mesurer les vertiges qui naissent de l'unité d'action. »

Car pour Bothereau, en vertu d'une pente fatale et de l'expérience passée, la pratique de l'unité d'action risque de conduire tôt ou tard à l'unité organique et à la mainmise communiste sur le mouvement syndical. Voilà où mènent les liaisons dangereuses !...

Les choses sont sans doute moins simples, et l'une après l'autre, les fédérations F.-O. font l'unité d'action avec la C.G.T. : fonctionnaires, métallurgie, industries chimiques. Cependant, Bothereau, lui, ne change pas.

En toute amitié R.T.F.

Le directeur des Journaux parlés, M. André Gérard, irrité de l'attitude de certains journalistes et de l'atmosphère régnant au journal télévisé, avait délégué, pour y mettre bon ordre, son directeur adjoint, Lucien Renault, et un de ses hommes à tout faire, Louis Le Cunff.

La passe d'armes s'étant terminée au bénéfice de Raymond Marcellac, poulain de Peyrefitte, contre André Gérard, supporter de Terrenoire, le nouveau sous-directeur du J.T. était décidé à vider du champ de vision de la rue Cognacq-Jay les séides de son adversaire des Champs-Élysées.

Tête de ces messieurs qui ne voulaient pas perdre la face. C'est pourquoi le directeur des Journaux parlés et télévisés adressa une note à ses subordonnés, les mettant en demeure de choisir entre la radio et la télévision. Ah ! mais, et qui commande donc ici ?

L'honneur fut sauf : Marcellac renvoya au Journal parlé les pauvres rédacteurs innocents. Lucien Renault attrapa une angine et est parti en convalescence à Québec. Louis Le Cunff chauffe doucement le fauteuil du sous-directeur en voyage... et rumine sa rancoeur accumulée par ses succès dans l'univers télévisonnaire.

Patience... et en toute amitié, naturellement.

A la mode anglaise

La reine de Grèce était venue avec sa fille au rendez-vous de têtes plus ou moins couronnées que fut le mariage d'Alexandra de Kent.

La Grèce est un beau pays justement renommé pour ses monuments, ses plages, son vin de Samos et bien d'autres agréments.

Il a aussi un certain nombre de prisonniers politiques détenus dans des conditions plutôt inhumaines et depuis trop longtemps pour que les esprits démocratiques n'en soient pas choqués.

Il y a à Londres des Grecs et des Anglais qui savent cela et qui s'en indignent.

Ils ont fait tellement peur à Son Altesse royale et à sa princesse de fille qu'elles ne savaient plus où se mettre et échouèrent chez une artiste.

Nous ignorons si cela aura une influence bénéfique sur le sort de nos malheureux camarades grecs. Mais ce que nous savons, c'est qu'à la place du ministre des Finances de Franco, on attendrait un peu pour rendre sa visite au ministre des Finances de de Gaulle.

Des fois que l'assassinat de Julian Grimau donnerait aux Français des idées de se mettre à la mode anglaise.

Sensible recul de l'U.N.R.

L'U.N.R. voudrait bien nous faire oublier que, dimanche dernier 5 mai, on n'a pas voté seulement à La Réunion pour élire Michel Debré.

Il y a eu deux autres élections partielles, l'une dans le Gard, l'autre dans la Seine, par suite de l'invalidation de deux élus communistes de novembre 1962.

Or ce qui frappe dans les résultats de ces deux consultations, c'est tout d'abord le recul sensible des voix U.N.R. : elles tombent de 26,77 p. 100 à 20,95 dans la Seine, et de 20,97 p. 100 à 15,21 dans le Gard.

Voilà donc qui devrait inciter les gaullistes à apprécier à sa juste valeur le « triomphe » de Debré.

Notons encore que, dans la Seine, la S.F.I.O. recule également. Dans le Gard, où notre camarade Gourdon (qui avait eu 18,69 p. 100 des suffrages en novembre) ne se représentait pas, la S.F.I.O. obtient seulement 9,5 p. 100.

Dans l'un et l'autre cas, le P.C. a progressé : sa candidate, dans la Seine, Marie-Claude Vaillant-Couturier, a été élue dès le premier tour.

Pour l'Espagne

Les 4 et 5 mai s'est tenue à Paris une conférence extraordinaire pour l'Espagne.

Réunissant des hommes et des organisations venus des horizons les plus divers, cette conférence, décidée après l'assassinat de Julian Grimau, avait pour but la recherche des moyens destinés à mettre fin au régime franquiste.

Il est bien évident que, malgré les nombreuses personnalités qui garnissaient la

salle, cette conférence n'a pu émettre que des vœux pieux. Des vœux bien timides aux yeux de certains.

Il est vrai que réunir sur un texte de condamnation les noms de Jules Moch, Edouard Daladier, Jacques Duclos, Joseph Kessel, le R.P. Chenu et Pierre Lazareff était une tâche ardue.

D'autre part, cette conférence souffrait d'un manque de démocratie (on sentait une certaine réserve à l'égard de notre parti et notre adhésion ainsi que le message d'Edouard Depreux ont été pratiquement passés sous silence).

De deux textes votés à l'unanimité, le point le plus positif est un appel aux Nations Unies pour qu'elles adoptent « la réserve nécessaire à l'égard du régime franquiste ».

[Edouard Depreux, secrétaire national du P.S.U., avait adressé un salut fraternel à la « Conférence extraordinaire d'Europe occidentale pour l'Espagne », réunie après l'odieux assassinat de Julian Grimau par le régime de Franco, qui n'a survécu à la défaite d'Hitler et de Mussolini qu'à cause de la pusillanimité des démocrates.

Le P.S.U. fait appel à tous les travailleurs, à tous les hommes libres, pour qu'ils imposent la libération de tous les emprisonnés en Espagne et l'élimination du régime monstrueux qui y sévit.]

Front socialiste S.F.I.O.

« Nous devons créer un grand parti de gauche, c'est-à-dire socialiste », a déclaré M. Gérard Jaquet lors d'une réunion du Club des Jacobins.

Le parti socialiste démocratique ne serait pas une troisième force, mais bien une nouvelle organisation, refusant toute ouverture à droite, qui s'appuierait sur les socialistes, quels qu'ils soient, mais sur eux seuls.

Les communistes ne seraient que des alliés privilégiés avec lesquels on travaillerait.

M. Claude Fuzier a abondé dans le même sens et c'est important car cette thèse donnera probablement, lors du prochain Congrès de la S.F.I.O., et on parle beaucoup de Fuzier, Jaquet et Brutelle comme secrétaires généraux adjoints dans un « praesidium » que dirigerait toujours Guy Mollet.

LE BILLET DE JEAN BINOT

LE REVENANT

Avouons-le : il nous manquait. Son retour à la scène comble enfin le vide que son injuste congédiement avait creusé. Grâce soient rendues aux vaillantes populations réunionnaises qui, à la faveur d'une technique éprouvée, nous ont épargné tout retard : un petit tour et puis c'est fait !

Il y a bien cette histoire d'urnes sans cadenas dont a parlé si étourdiment l'envoyé d'Europe I... détail tout à fait mineur qui ne saurait diminuer ni l'éclat d'une victoire, ni le prix qu'on y met, ni surtout la gloire qu'on en retire !

La Réunion a son grand homme, le bataillon-robot son chef, la majorité son leader. Y en aurait-il pour trouver la mariée trop belle ?

LE DESSIN DE JEAN CHARLET

LA GROSSE FARCE



Le « Figaro » : « Pourquoi de Gaulle n'invite-t-il pas Kennedy à déjeuner à Paris ? » Réponse de de Gaulle : « D'accord, mais je vais lui faire peur une bonne fois... »

DE GAULLE PART EN GUERRE... CONTRE LES FRANÇAIS

LES discours passent ; les chiffres restent. Le régime gaulliste a pu changer sa politique algérienne, il a pu varier les artifices de sa propagande : sa nature de classe est toujours la même.

Les mesures financières de ces derniers jours sont nombreuses, diverses et apparemment compliquées. Les explications de la presse officielle ne sont évidemment pas faites pour les rendre claires à ceux qui vont en être les victimes. Tout cela est pourtant très simple : il s'agit, par tous les moyens, de réduire la consommation (c'est-à-dire le niveau de vie des Français).

En cette matière au moins, le régime a de la suite dans les idées. A peine le général de Gaulle siégeait-il à l'Hôtel Matignon, en attendant l'Élysée, qu'il prenait comme spécialiste financier le nommé Rueff, déjà conseiller de Pierre Laval en 1935. Les discours d'alors ressemblent comme deux gouttes d'eau à ceux d'aujourd'hui : danger d'inflation, politique d'austérité, blocage du crédit. Conséquence : le taux de croissance de la production est passé brusquement de 5,5 à 2 p. 100 par an, mais les « économies » réalisées ont permis d'engloutir de nombreux milliards dans la guerre d'Algérie.

La guerre d'Algérie est aujourd'hui terminée. Les effectifs sont réduits de plusieurs centaines de milliers d'hommes. Pourtant (force de frappe oblige), les dépenses militaires se sont accrues de 1961 à 1962, de 1962 à 1963.

Et voici de nouveau la menace de l'inflation. Ce « régime miracle », qui a bâti sa publicité sur la stabilité de la monnaie et le rétablissement de la balance des comptes, avoue sans vergogne que le

franc est menacé, les exportations déclinantes, tout l'équilibre compromis.

Mais peut-être pourrait-on réduire les dépenses militaires ? Ce serait méconnaître la nature militariste du régime ! Porté au pouvoir par les prétoriens, de Gaulle doit payer sa dette à ceux dont il s'est servi et qu'il a déçus. Il leur faut une compensation. La bombe atomique est un jouet assez gros pour eux.

Mais peut-être pourrait-on faire payer les riches, instituer un impôt sur le capital, taxer les spéculations boursières ? Ce serait méconnaître la nature capitaliste du régime ! Le très noble, le très incorruptible de Gaulle faisait déjà financer son R.P.F. par les Pigozzi (seigneurs de Simca) et d'autres grands princes de l'industrie. Les hommes de la banque sont ses conseillers. Et le proverbe a raison de dire que les loups ne se mangent pas entre eux.

Il reste donc les moutons : c'est nous qui paierons la casse.

On peut dire que le gouvernement a mis le paquet : lancement d'un emprunt à long terme ; augmentation du coefficient de trésorerie des banques ; impôt sur la hausse des salaires ; majoration de nombreux tarifs. Une partie de ces mesures paraît anodine au grand public (et c'est bien ce que l'on espère en haut lieu). Elles sont, en réalité, convergentes.

Lancer un emprunt à long terme, c'est — pour l'Etat — s'approprier des disponibilités qui ne pourront plus être utilisées ni pour la consommation, ni pour la production.

Augmenter le coefficient de trésorerie des banques (c'est-à-dire la part de liqui-

dité que celles-ci doivent conserver dans leurs coffres), c'est réduire leurs possibilités de crédit, leurs possibilités de concours au développement de la production et de la consommation.

Taxer les industriels qui augmenteraient les salaires, c'est évidemment donner au patronat un merveilleux alibi pour refuser le relèvement des salaires. C'est donc aussi restreindre la consommation.

Quant à la majoration des tarifs, cela est clair pour tout le monde : point n'est besoin d'une explication.

Voilà bien, n'est-il pas vrai, une grande politique cohérente ? C'est une véritable déclaration de guerre aux consommateurs. Pour payer les frais de la mégalomanie atomique tout en ménageant les profiteurs, il faut obliger les Français à se serrer la ceinture.

Beaucoup l'ont compris, pour qui la lutte revendicative se confond déjà, depuis bien longtemps, avec la lutte contre le régime, la lutte contre de Gaulle.

Combien, parmi ceux qui l'applaudissaient hier encore en Champagne, seront demain les victimes de sa nouvelle offensive ?

Pour nous, ces mesures financières auront au moins un mérite. Elles doivent nous aider à démasquer l'imposture.

Devant une telle politique, il ne suffit pas de grogner. Il faut comprendre que cette politique est inhérente au régime, que l'union des forces populaires est plus que jamais nécessaire, que le départ de de Gaulle et la chute de son régime sont les conditions d'un avenir meilleur.

Manuel Bridier.

POUR LE DÉSARMEMENT

A la fin de cette semaine, des « états généraux pour le désarmement » doivent se tenir à Paris. L'initiative de cette rencontre vient du Mouvement de la Paix et un certain nombre de personnalités lui ont donné leur caution.

Le Mouvement de la Paix est, comme on le sait, considéré par le parti communiste comme l'un des canaux de son action internationale. Les positions sectaires prises par le mouvement français au plus fort de la guerre froide ont considérablement restreint l'influence qu'il avait à ses débuts. Aussi son rôle est devenu, sauf en quelques départements, quasi nul.

Cette fois, cependant, son initiative a rencontré un incontestable écho dans un certain nombre de milieux. Cela prouve deux choses : d'une part, le « dégel » survenu dans les rapports entre les communistes et le reste de la gauche a ses effets sur tous les plans, d'autre part, les problèmes posés par la création de la force de frappe française préoccupent des secteurs de plus en plus importants de la population.

C'est ce qui détermine la position du P.S.U. à l'égard de ces « états généraux ». Notre parti, qui mène par ailleurs une action pour le désarmement atomique et qui encourage ses adhérents à militer dans des organisations comme le M.C.A.A., ne parti-

cipera pas à ces journées. Son bureau national est unanime à estimer que la coordination des luttes ne peut être espérée sous l'égide d'organismes comme le Mouvement de la Paix, organismes qui correspondent à une conception traditionnelle mais, à notre avis, erronée de Front unique. Cette position ne nous conduit cependant nullement à fuir un dialogue que nous croyons nécessaire. Aussi un grand nombre de sections du

P.S.U. ont-elles tenu à être représentées dans les débats préparatoires des états généraux. Cela a fourni à nos camarades l'occasion de souligner que la lutte pour le désarmement ne peut pas viser un seul camp et qu'elle doit être liée à une politique internationale concrète.

Ce dernier point est à nos yeux le plus important. Parmi les arguments qu'utilise le régime pour justifier sa force de frappe, il en est deux qui

méritent particulièrement d'être combattus : celui de l'indépendance que cette force de frappe assurerait à la France, celui de l'utilité scientifique et économique des investissements qu'entraîne sa constitution. Il faut montrer que l'indépendance dont on nous parle n'est pas une indépendance réelle, mais une simple marge de jeu dans le cadre de l'alliance atlantique. Il faut aussi souligner que des investissements militaires n'assurent pas de la manière la plus efficace le développement des industries d'avant-garde. Mais nous ne pouvons pas nous en tenir à ces constatations critiques. Il faut montrer qu'une autre voie existe : celle d'une politique européenne de désengagement et aussi celle d'une planification européenne que les cartels ne désirent évidemment pas promouvoir mais dont les forces socialistes doivent maintenant définir les grandes lignes.

Le parti communiste veut mettre ces problèmes entre parenthèses. Pour lui, il suffit de protester contre la force de frappe. Mais il ne pourra pas s'en tenir éternellement à cette attitude. Il n'y aura pas d'approfondissement du mouvement d'unité s'il n'y a pas approfondissement du programme. Et il n'y a pas de programme sérieux qui se situe hors d'une perspective internationale claire.

Gilles Martinet.

Bleuse préférera-t-il tenir son engagement ou garder son mandat ?

Voici, sans un mot de commentaire, ce que Depreux a écrit à Bleuse qui, devant être traduit devant la Commission des Conflits

pour refus de payer la cotisation prévue par les statuts et fixée par le C.P.N. sur mandat du congrès, a cru devoir quitter le P.S.U. :

Paris, le 26 avril 1963.

Edouard Depreux, secrétaire national du P.S.U.

à Raoul Bleuse,

Vous ne devez pas ignorer que l'article 24 des statuts vous fait obligation de vous démettre de votre mandat de député en cas de

démission du parti auquel vous appartenez et qui vous a donné l'investiture.

Veillez me faire savoir à quel moment vous tiendrez cet engagement d'honneur.

Sentiments socialistes.

Edouard DEPREUX, secrétaire national du P.S.U.

L'ALGERIE A L'HEURE DU CHOIX

III. - LA JEUNESSE, CIMENT DE L'ALGERIE NOUVELLE

Après avoir décrit ses impressions sur Alger, interrogé un pied-noir sur l'état d'esprit des Européens restés en Algérie, pris contact avec un comité de gestion d'une coopérative, Dominique Laury nous parle avec enthousiasme de la jeunesse algérienne.

SEPT années de guerre ont fait payer un lourd tribut à la jeunesse algérienne. Les jeunes ont tenu une place importante au sein de l'A.L.N., un grand nombre sont tombés les armes à la main, ou assassinés par l'armée française ou l'O.A.S. Aujourd'hui, les combats sanglants ont cessé, et une autre bataille, aussi importante que la première est engagée; celle de la reconstruction du pays. Pour cette lutte pacifique, la jeunesse algérienne se trouve encore une fois au premier plan de l'actualité.

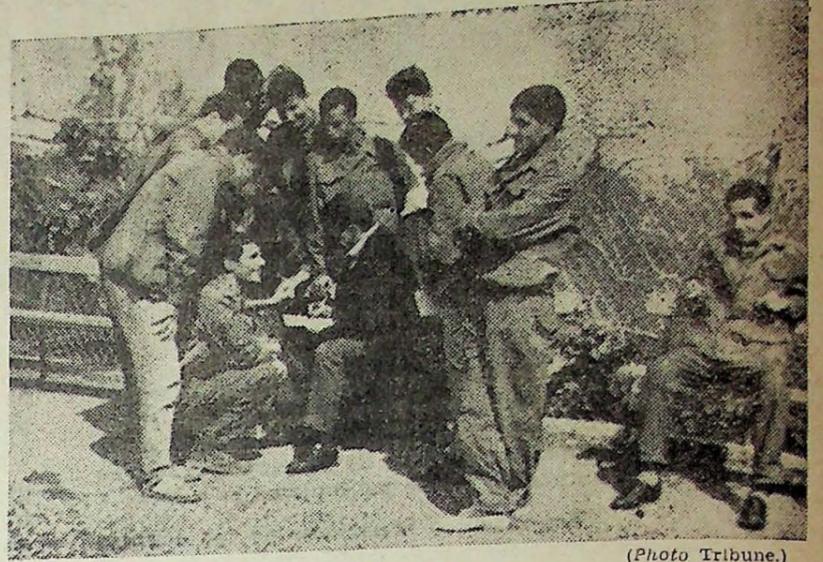
L'appel lancé par le président Ben Bella à la jeunesse, pour qu'elle apporte son soutien à l'édification de l'Algérie nouvelle, a été largement entendu. Des milliers de jeunes participent aujourd'hui à des stages de formation accélérée d'infirmières, de mécanographes, de cadres de comité de gestion, etc.). Pour se faire une idée sur l'intérêt que porte le gouvernement algérien à la formation de sa jeunesse, il suffit d'ouvrir la presse quotidienne d'Algérie. Il n'y a pas un jour où ne s'étalent sur plusieurs colonnes des comptes rendus détaillés sur l'inauguration d'une nouvelle

teurs chargés de constituer des « brigades de travail volontaire » présente un intérêt particulier. La raison? Ce stage fait uniquement appel aux volontaires qui, en dehors de leurs occupations régulières, veulent pendant leurs périodes de loisirs encadrer des équipes de travail pour la reconstruction du pays.

C'est pourquoi, guidé par mon ami Rachid, journaliste d'Al Chaâb, qui fut pendant mon séjour en Algérie un cicérone fort précieux, je quitte le centre tumultueux d'Alger pour sa banlieue plus calme.

A une quinzaine de kilomètres d'Alger, sur la route d'Ouled Fayet, un petit village près de Chéragas, connaît une activité inaccoutumée. Dans un centre de rééducation pour jeunesse délinquante qui ressemble plutôt à un centre de convalescence (grands espaces verts, petites maisons agréables), des jeunes venus de tous les coins de l'Algérie se sont retrouvés dans ces lieux pour mieux servir leur pays.

Le but de ce stage, Mme Fawzi, chef du bureau d'études au ministère de la Jeunesse et des Sports, et res-



(Photo Tribune.)

Les stagiaires répondent aux questions de Dominique Laury.
« Il ne suffit pas de crier au socialisme pour qu'il arrive. »

sont surtout de jeunes militants issus des organisations nationales (J.F.L.N., scouts, étudiants, jeunes de l'U.G.T.A.). Ce stage a été spécialement organisé pendant la période de Pâques, pour permettre aux étudiants d'y participer.»

Jeunesse... au travail

Ils sont quatre-vingts volontaire qui, profitant de leur temps libre des vacances, se sont mis à la disposition du pays. Trois semaines de cours et, de retour dans leur foyer, ils encadreront des équipes de travail. Qui sont-ils? Des ouvriers, des paysans, étudiants, militants, tous animés du même désir: aider leurs frères. Leur devise: jeunesse... au travail.

Il faut les avoir vus dans la salle des cours, sérieux, réfléchis, puis après les cours, discuter avec passion de l'avenir de l'Algérie, pour reconnaître à cette jeunesse une vitalité à la mesure des tâches qui l'attendent.

Autour de moi, un groupe de stagiaires, tous veulent parler en même temps, laissons-leur la parole:

« Je m'appelle Rezkal Taïb, je suis étudiant de Miliana. Pourquoi je suis volontaire? Parce qu'il est indispensable que toute la jeunesse participe à la reconstruction du pays. Je fais partie des J.F.L.N. Pour ce stage il y avait à Miliana de nombreux volontaires, mais seulement trois places. Je fus élu par ma section avec deux de mes camarades. »

« Je m'appelle Djehaba Arezki, j'ai 22 ans. Je suis ouvrier de Bab el Oued, j'ai lu dans le journal un communiqué annonçant le stage, et je me suis immédiatement présenté. Pourquoi? Parce qu'il faut que chacun fasse un effort pour soutenir l'action du frère Ben Bella. Nous voulons le socialisme, mais il ne suffit pas de le dire, il ne viendra pas tout seul, il faut tous participer à sa construction, c'est pourquoi je suis ici. »

Djemal, étudiant de Miliana, ajoute pour plus de précision:

« Nous ne sommes que 80, mais il y avait des milliers de volontaires, je suis sûr que tous les jeunes Algériens seraient volontaires pour ce stage s'ils en avaient la possibilité. »

Quand je leur ai demandé ce qu'ils pensaient des dernières mesures gouvernementales (nationalisations, autogestion), je me doutais certes que les réponses seraient positives, mais je ne pensais pas que ces jeunes Algériens avaient une telle maturité politique. Les réponses sont éloquentes et se passent de tout commentaire:

« Il est certain que ces mesures gouvernementales sont le résultat d'une pression populaire, elles constituent un choc psychologique très important. D'ailleurs il était temps que le frère Ben Bella prenne des décisions positives pour le bien du pays, et nous espérons qu'il ne s'arrêtera pas là. »

La direction du stage est assurée par un comité de direction composé de neuf stagiaires qui prennent ainsi contact avec les responsabilités qui les attendent dans les futures brigades de travail.

Tous les problèmes sont débattus démocratiquement entre les neuf responsables, pour que chacun puisse prendre connaissance des problèmes que pose la vie en collectivité, trois des neuf stagiaires restent en permanence, les six autres sont remplacés tous les jours. Les décisions prises en comité de direction sont proposées à l'ensemble des stagiaires et acceptées ou refusées par un vote à main levée. Le programme des cours est vaste et varié. Il y est traité: de la préparation politique des membres des brigades, des moyens et méthodes de mobilisation de la jeunesse, de la formation, de la direction du fonctionnement des brigades; des problèmes économiques; de la protection sanitaire pendant et après le travail; de la lutte contre l'analphabétisme, avec établissement d'un programme accéléré pour apprendre à lire et à écrire en deux mois aux jeunes analphabètes du camp; de la vie sociale, culturelle et sportive.

J'ai assisté à un cours, où un instructeur yougoslave expliquait à ces jeunes studieux et attentifs les problèmes que posent la discipline et la responsabilité de chacun dans une brigade de travail. J'ai vu ces jeunes venant des régions les plus diverses écouter, prendre des notes, suivre avec attention, réclamer une explication sur l'exposé de l'instructeur.

Il faut avoir vu ces jeunes dans l'action pour comprendre le phénomène algérien. Ces jeunes connaissent la rude tâche qui les attend. Ils savent qu'ils représentent les forces vives de la nation algérienne: les cadres de demain.

Dominique Laury.

Dernier article :
Mesures partielles
ou marche
vers le socialisme

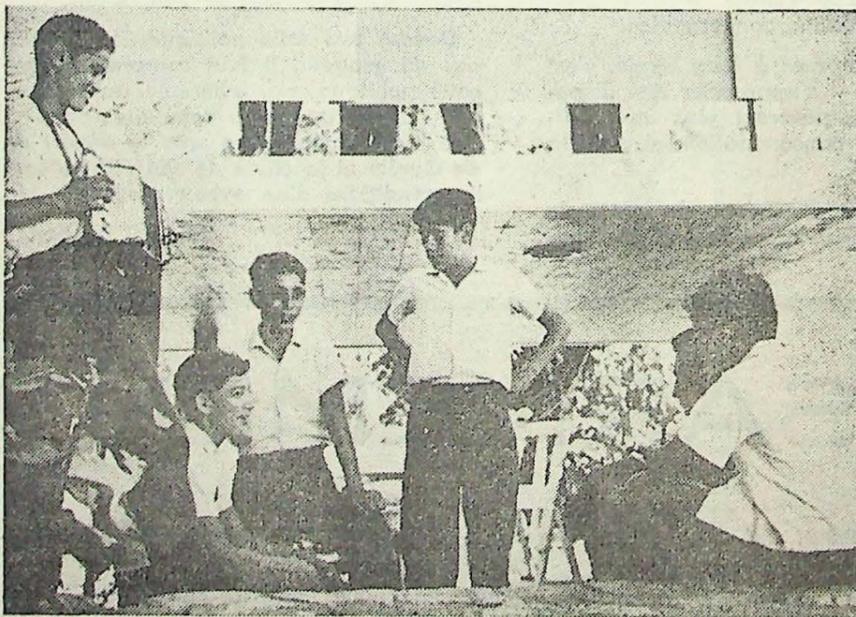
LES PROBLÈMES ÉTUDIANTS

C'est à la suite d'une erreur matérielle que l'article paru dans notre n° 146, sous le titre « Après le congrès de l'U.N.E.F. », ne portait aucune signature. Il avait été écrit par le délégué syndical du Bureau national des E.S.U.

Un certain nombre de camarades, notamment, bien entendu, parmi les étudiants, nous ont fait connaître leur désaccord avec les opinions ainsi exprimées sur les problèmes du syndicalisme étudiant.

Le Bureau national du P.S.U. précise que cet article n'engageait que sa responsabilité.

Du reste, la rubrique que Tribune Socialiste réserve aux problèmes étudiants sera ouverte à l'expression des diverses conceptions du syndicalisme étudiant.



(Photo Tribune.)

La jeunesse algérienne a réappris à sourire.

école d'ingénieurs, de cadres de l'agriculture, d'un nouveau stage de volontaires du travail, ou d'un centre de formation professionnelle accélérée.

Le recrutement, la sélection et la formation des cadres constituent une préoccupation prioritaire pour les responsables algériens. L'Algérie souffre d'un vide immense laissé par le départ de 90% des cadres français. La mise en place dans les délais les plus courts d'un encadrement capable de prendre en main la gestion des intérêts du pays, dans tous les secteurs et à tous les niveaux, est aujourd'hui un impératif pour le gouvernement algérien.

Sur la route d'Ouled Fayet...

Parmi tous les centres de formation, stages, etc., qui fleurissent actuellement dans tous les coins du pays, le stage de formation d'instruc-

tionnaire de ce stage, a bien voulu me le préciser:

« Ce stage a pour objet de former des moniteurs, appelés à encadrer un jour dans leurs régions d'habitation, des jeunes appartenant à un service de travail volontaire de la jeunesse. Le travail ne leur manquera pas dans notre Algérie convalescente: reboisement, revêtement des routes, construction de barrages, défrichages, etc. Le stage de Chéragas a été préparé avec l'aide de spécialistes yougoslaves. Après études, nous estimons que l'expérience yougoslave représente la meilleure pratique dans ce domaine. Un spécialiste yougoslave des problèmes d'encadrement de la jeunesse participe à la direction de ce stage. »

— Comment avez-vous recruté les stagiaires?

« Nous avons fait appel aux organisations de jeunesse et rapidement le nombre de volontaires s'est révélé trop important. Nous n'en avons gardé que 80, car ce stage constitue une première expérience, par la suite d'autres stages seront organisés. Ce

VICTOIRE OU ÉCHEC PAYSAN...

LA mobilisation paysanne n'aura pas lieu. Le gouvernement a réussi au dernier moment à désamorcer l'agitation. Nous avons retracé ici les divers épisodes de la « bataille du lait » ; la dernière phase de la lutte a tourné court au moment où le succès apparaissait certain.

Certes, la pression de la base et la détermination des paysans de passer à l'action directe a permis d'arracher des concessions au Pouvoir ; les principales mesures prises, que nous exposons par ailleurs, montrent que la fermeté a été payante.

En ce qui concerne le lait et la viande des avantages appréciables ont été obtenus, très loin de ce que le gouvernement proposait de prime abord. La majoration du prix de ces deux produits devrait se traduire par une augmentation du niveau de vie de dizaines de milliers de producteurs.

Il est vrai que les ministres étaient pris à la gorge ; un refus de satisfaire aux exigences fondamentales des agriculteurs aurait conduit à des actions très dures et rien ne prouve finalement que les « forcés de l'ordre » l'auraient emporté. Pisani a joué au maximum la séduction, allant jusqu'à se mettre d'accord avec les leaders paysans avant de se rendre au Conseil des ministres.

Un compromis inévitable

De leur côté les responsables syndicaux ont hésité à déclencher l'épreuve de force malgré la combativité de la base.

Dans ces conditions le compromis était inévitable, chacune des parties prétendant en tirer des avantages.

Sans vouloir minimiser le succès remporté, il faut néanmoins indiquer clairement sa contrepartie : les organisations syndicales s'engagent de plus en plus dans la voie de la participation. C'est là une revendication de certains responsables, souvent les plus dynamiques, que d'autres, en revanche, estiment dangereuse.

En particulier la question de l'institution d'une taxe pour résorber les excédents va se trouver posée de nouveau. En son principe une telle taxe n'est pas illégitime car les producteurs doivent comprendre que les consommateurs des villes sont en même temps des contribuables qui payent pour soutenir les marchés (c'est-à-dire le plus souvent pour exporter à perte) et que par conséquent on ne saurait continuer à produire n'importe quoi ou n'importe quelle quantité, sous prétexte que le contribuable paiera. Mais ladite organisation des marchés doit être contrôlée par les seuls producteurs et non plus par l'interprofession (comme c'est le cas de la viande et du lait) ; il faut savoir aussi le rôle qu'y jouera l'Etat. Tout cela n'est pas clair pour le moment et, en donnant son accord de principe, la F.N.S.E.A. risque de s'engager beaucoup plus loin qu'elle ne le croit. On sait ce que donne le système des « rendez-vous » pour l'industrie, il y a peu de chance qu'il donne de meilleurs résultats dans le secteur agricole.

Un syndicalisme agricole revendicatif

En réalité, la bataille du lait a démontré que la discussion paritaire avec les pouvoirs publics atteignait rapidement certaines limites, traditionnellement la majorité conservatrice du mouvement paysan se veut « participationniste », elle pose donc volontairement des bornes à son action. Même si cette méthode est payante dans l'immédiat, elle ne résout pas pourtant à long terme tous les problèmes. Sans renoncer à être constructif, le syndicalisme agricole doit demeurer revendicatif. Nous pensons même qu'il doit déboucher pour être véritablement réaliste sur une attitude de contestation politique.

On doit malheureusement craindre qu'à l'issue de cette dernière lutte il apparaitra dans quelque temps que les leaders paysans ont été dupés. La crise agricole n'a pas reçu sa solution, ce n'est qu'un fâcheux sur la route de la réorganisation profonde de l'agriculture.

J.-C. Barigel.

Réformer les structures rurales et intégrer l'enseignement agricole

Conclusions du colloque du Grand Orient de France

À l' lendemain de la crise qui a opposé les dirigeants des organisations agricoles au gouvernement, M. Pisani multiplie ses interventions.

A Lille, il évoque la nécessité de jeter les « bases d'une économie laitière ».

A Château-Salins, il déclare aux responsables réunis :

« Vous êtes des lâches, vous n'osez aborder les problèmes de la commercialisation de vos produits. » A Paris, devant les journalistes agricoles, il souligne l'importance de la paysannerie.

C'est à ce moment que se déroulait à Paris, sous les auspices du Grand Orient, un colloque sur les problèmes de la paysannerie française.

Reprenant les traditionnelles méthodes de travail de la franc-maçonnerie, ce colloque a été le carrefour des idées de tous ceux qui s'intéressent aux problèmes de la paysannerie.

Symbole, de cette confrontation, des hommes comme de Felice, Pierre Cot, Guy Mollet, Gaston Monnerville ou nos camarades Tanguy-Prigent, Daniel Mayer ou Edouard Depreux, présidèrent les différentes séances.

Cette diversité s'est aussi révélée à travers la personnalité des orateurs tels que le sénateur Blondelle, représentant les gros propriétaires conservateurs, Michel Debatisse, secrétaire général des Jeunes Agriculteurs, Max Bruel, de la F.N.S.E.A., René Dumont ou Serge Mallet, la première inter-

vention ayant été celle du ministre de l'Agriculture.

La première constatation que l'on peut faire est la présence de catholiques à la tribune franc-maçonne, c'est un signe des temps qui ne trompe pas.

La seconde constatation est l'identité de vue entre la quasi-unanimité des participants.

Et cela sur deux points principaux :

1° Réformer les structures du monde rural

1) Les structures économiques et sociales du monde rural sont très gravement inadaptées aux exigences du monde moderne et il y a nécessité de les transformer afin que « cesse la disparité des revenus ville-campagne, en large partie consécutive au sous-emploi chronique de l'agriculture qui est condamnée à s'élargir comme est condamnée à s'élargir la disparité entre les pays développés et les pays sous-développés. » (S. Mallet).

Il faut donc « entre l'agriculture type capitaliste, où la possession de capitaux détermine la place du travailleur dans l'entreprise et l'agriculture de type collectiviste, où le travailleur subit des directives qu'il n'a pas contribué à élaborer, choisir une agriculture où chaque homme puisse dans des structures sans cesse en mouvement vivre la démocratie de la participation. » (M. Debatisse).

La résolution affirme que « cette nécessaire réforme des structures ne

peut être réalisée que dans le cadre d'une planification démocratique » qui permettrait de choisir entre des investissements productifs ou non.

L'agriculture de groupe et les structures de coopération répondent à ces impératifs.

Cependant, l'accent a été mis aussi sur le nécessaire élargissement des structures européennes et surtout sur l'aide qui doit être faite aux pays sous-développés « non sous forme de charité, mais sous forme de biens d'équipement. La connaissance des moyens de vaincre la faim est acquise, il nous faut donc faire triompher les moyens politiques. » (R. Dumont).

2° Refus de l'enseignement spécifique

« Quand on doit désenclaver un monde, il faut aller chez lui », avait déclaré M. Pisani, à propos de la loi de 1960, instituant un enseignement agricole spécifique dépendant de son ministère.

M. J.-M. Soupault, directeur général de l'Enseignement au ministère de l'Agriculture, reprit les mêmes positions, mais la discussion qui suivit fut souvent assez passionnée.

Le représentant des Associations de Parents d'Elèves s'éleva contre ce qui revient à un « maintien de l'enclavage des paysans dans leur monde en maintenant les jeunes agriculteurs hors de l'enseignement. » Mme Jeanne Lordon, au nom du Syndicat national des Instituteurs, intervint dans le même sens, ainsi que M. Legret, directeur de l'Union des coopératives agricoles qui rendit un vibrant hommage à l'école publique et laïque.

La résolution insiste pour que l'enseignement puisse être « rendu accessible à tous les jeunes, soit pour maîtriser les problèmes de la terre en s'y établissant, soit pour acquérir les connaissances nécessaires pour s'insérer dans le monde urbain ».

Les orateurs sont intervenus quel- quefois pour souligner combien les citations de Pisani pouvaient varier selon les auditoires (Lequestier).

Quant à Serge Mallet, il a posé la question de savoir comment il était possible de lier la politique définie par M. Pisani et certaines situations concrètes comme l'implantation de la Liby's dans le Bas-Languedoc, et si ce n'étaient pas des situations qui hypothéquaient gravement les efforts des paysans

Débat largement ouvert donc, où chacun n'a pas craint de parler librement des sujets qui lui tenaient à cœur et de même que l'an dernier, le colloque sur la démocratisation de l'enseignement avait permis de faire le point de la question, celui-ci aura permis, à tous ceux que concernent l'agriculture, d'avoir pu confronter leurs positions.

Frédéric Desnaut.

ORNE : Les agriculteurs sont mécontents



Ci-dessus : les agriculteurs normands à une sortie de réunion à Alençon.

(De notre correspondant particulier G. GUY)

DES le 5 avril les organisations agricoles se sont réunies pour déclencher la lutte. Des meetings se sont tenus le 8 avril à Domfront, le 11 à Alençon, le 13 à Mortagne, le 12 à Argentan en présence de milliers de producteurs laitiers. Les parlementaires de l'Orne étaient présents, y compris Terrenoire ! Ils se sont joints aux délégations envoyées à la préfecture sous la présidence de Maignan et de Carbonell.

Le tour de passe-passe du gouvernement a de plus été très mal accueilli car la prolongation des prix d'hiver ne s'est appliquée qu'à environ 4 % des producteurs du département, la grande majorité du lait étant transformée. En tout cas la température reste très élevée chez les paysans de l'Orne et beaucoup s'interrogent sur le coût des dépenses militaires : politique laitière ou force de frappe ?

En 1963, on ne fait toujours pas et du beurre et des caouons.

Mesures prises par le gouvernement

● **Prix du lait** : suppression des prix saisonniers (été et hiver), un prix annuel est proposé de 32,70 fr. pour 1963 ; soit une hausse de 4,2 % par rapport au prix de campagne précédent. Des primes de ramassage complémentaires sont prévues pour des producteurs livrant dans des conditions particulières.

En contrepartie, les agriculteurs devraient organiser eux-mêmes le marché pour faire face à la surproduction, le principe d'une « taxe de résorption » est ainsi posé. C'est un atout pour le gouvernement dans les futures négociations de Bruxelles.

● **Prix de la viande** : Il est augmenté de 4,4 % en deux étapes, atteignant vraisemblablement 4,76 francs le kilo pour le bœuf de première qualité.

● **Fonds d'action sociale** (F.A.S.A. S.A.). Trois décrets ont été mis au point en vue de l'organisation du F.A.S.A.S.A. Le premier prévoit le versement d'une « indemnité viagère

de départ » pour les vieux agriculteurs qui prendront leur retraite d'un montant moyen de 1.000 francs par an. Le second accorde des prêts spéciaux et des indemnités aux exploitants renonçant à cultiver des unités trop petites pour être économiquement rentables. Des prêts et des indemnités du même type sont accordées aux paysans qui quitteront volontairement les régions classées « zone de départ ». Dans ces deux derniers cas, les agriculteurs qui exploiteront de nouvelles terres devront faire la preuve de leur compétence.

● **Prêts d'accession à la propriété** : Cette mesure concerne les jeunes qui souhaitent s'établir, elle vise à leur faciliter l'achat de terres aménagées par les S.A.F.E.R. Elle consiste en l'octroi de prêts à 3 % d'intérêt remboursables en trente ans mais uniquement pour l'acquisition d'exploitations dites viables (valeur comprise entre 60.000 et 180.000 francs).

ISRAËL : Cohabitation

Notre camarade Ethel Blum vient de faire un séjour en Israël. Elle s'est particulièrement attachée à étudier le problème de l'intégration à la vie nationale des Arabes demeurés sur le territoire du jeune Etat. Les nouveaux troubles du Moyen-Orient soulignent l'intérêt de cette question.

AU moment où tout le Moyen-Orient bouge, où le projet de fédération Egypte-Syrie-Irak semble en train d'aboutir, où les troubles pronassériens de Jordanie posent à Israël les plus sérieux problèmes, quelle est la situation des populations arabes vivant à l'intérieur de l'Etat juif ?

Pour le moment, les événements extérieurs n'enveniment pas davantage une situation en soi délicate et l'on peut penser que, sauf en cas de conflit, l'amélioration lente mais régulière du sort de ces Arabes ne saurait, du jour au lendemain, être remise en question.

La meilleure manière de situer le problème dans son contexte est d'abord de regarder la carte puis de laisser parler les chiffres.

Israël : 2.300.000 habitants dont 2.000.000 de juifs et 220.000 Arabes. Aux frontières, en Jordanie et Syrie, 500.000 à un million d'Arabes déplacés (l'estimation varie selon la provenance). Tout autour, à l'extérieur, 40, 50, 60 millions, une véritable mer arabe. Israël, ainsi conditionné, doit régler le problème de « ses » Arabes.

Difficultés d'adaptation

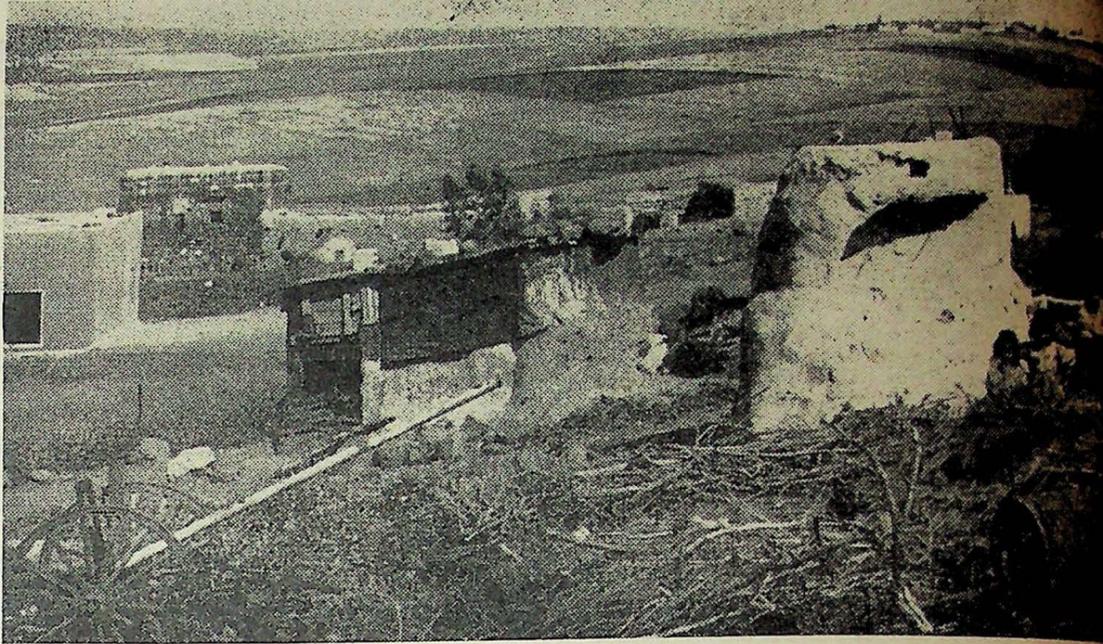
Comment se répartit, à l'intérieur, cette minorité que d'aucuns trouvent embarrassante ? Partie chrétienne, partie musulmane, elle est composée en majorité de paysans. Ils vivent entre eux dans des villages nombreux, surtout en Galilée, cultivant la terre qui leur appartenait dès avant la création de l'Etat juif. Quelques milliers de nomades sont en passe, petit à petit, de devenir sédentaires. Des artisans, des ouvriers en nombre croissant travaillent dans les villes, notamment Nazareth, Haïffa, Yafo (au sud de Tel-Aviv), le centre restant Nazareth, ville exclusivement arabe jusqu'à ces dernières années. Mais depuis peu se construit une Nazareth juive : Nazareth elith (elith, parce que sur la hauteur) dans le but d'équilibrer dans cette région la dominante arabe.

Où en est-on après quinze ans ? Chacun sait que l'intégration des minorités n'est pas mince affaire et de nombreuses populations, pour être juives, n'en posent pas moins d'évidentes difficultés d'adaptation les unes aux autres. Mais, compliquez le problème d'une question de sécurité — les Arabes israéliens se sentant, quoi qu'on fasse, solidaires des pays arabes environnants — nuancez-le d'un point de vue de pure humanité voire d'idéal socialisant, ajoutez-y de très valables objectifs politiques et assaisonnez d'un éventuel opportunisme électoral, vous comprendrez que même Israël risquerait fort d'y perdre son hébreu.

Encore que les contradictions entre ces divers impératifs, entre les positions respectives des parties, entre le comportement de l'homme et la politique d'un gouvernement soient assez inextricables, on peut constater que, bon an mal an, les Arabes finissent par acquiescer le minimum auquel tout homme devrait avoir droit.

Un légitime désir : être considérés comme égaux

De nombreux jeunes Arabes ont maintenant quitté la campagne et travaillent dans l'industrie où ils gagnent assez largement leur vie — tout au moins au regard de leurs besoins, habitués qu'ils sont depuis trop



Quelques milliers de nomades sont en passe de devenir

longtemps à vivre plus que modestement. Ils contribuent par leur aide au développement et à l'enrichissement de leurs villages ; les maisons bâties en dur se multiplient et il n'est pas rare d'y rencontrer des tracteurs. Ces mêmes jeunes gens relativement « riches » et avenants dans leur mise rapportent auprès des jeunes filles juives de nombreux succès (au grand dam des parents respectifs). Leur légitime désir d'être considérés comme égaux s'accroît de jour en jour. Malheureusement, ils sont cantonnés dans des travaux subalternes, logent en ville dans des conditions assez lamentables et forment, en réalité, un sous-prolétariat. Le décalage entre leurs possibilités économiques et leur position dans l'échelle sociale les marque fortement à un niveau individuel.

Quels sont les rapports avec la population juive ? Les juifs, dans leur ensemble, continuent de considérer cette masse arabe comme une épine douloureuse fichée dans « leur pays ». C'est presque une réaction organique, beaucoup moins marquée chez les jeunes, dépassée chez les intellectuels. Mais on se supporte. La nouvelle promotion des jeunes Arabes semblerait peut-être accroître chez certains l'animosité latente (« Et ils sortent avec nos filles ! »). Mais on ne doit pas oublier que ce ressentiment vient souvent de minorités juives, elles-mêmes longtemps opprimées et qui se sentent maintenant frustrées d'une revanche deux mille ans attendue.

Une situation qui dure depuis quinze ans

Sur le plan politique, comment se présente la situation ? De tous les partis, seul le Mapam (socialiste de gauche) se préoccupe depuis toujours de défendre les intérêts des ressortissants arabes d'Israël et les accepte en son sein. Seule position acceptable pour nous hommes de gauche, mais combien difficile à pratiquer sur le terrain.

Inlassablement des contacts sont pris avec les forces progressistes des pays arabes et, en janvier 63, un colloque international était organisé par la revue *New Outlook* dans la recherche de voies nouvelles pour la paix israélo-arabe.

Un autre parti de gauche, Ahdout Avodah, vient récemment de créer une section arabe. Le parti au pouvoir, le Mapai (centre gauche, 40 p. 100 des sièges au Parlement), semble n'avoir qu'une politique arabe assez confuse, soumise à diverses fluctuations que ses adversaires disent plus ou moins électoraux. Toujours est-il, et peut-être parce qu'une situation qui dure depuis quinze ans ne peut durer éternellement (dire le contraire serait aussi vrai), toujours est-il que la poussée s'accroît et une évolution positive paraît très réelle.

A l'échelon gouvernemental, un effort est fait sur le plan éducatif afin d'améliorer le niveau de l'enseignement dans les écoles arabes. Les éléments les plus aptes peuvent poursuivre des études supérieures et l'on commence à chercher des bases politiques dans l'intelligentsia arabe. Tout récemment vient de s'ouvrir le premier centre culturel judéo-arabe sous le patronage de la municipalité de Haïffa, municipalité particulièrement alerte soit, mais avec la bénédiction officielle.

De même, la Histadruth (organisation syn-

dicale unique très puissante et à majorité Mapai) s'occupe de plus en plus activement du sort des ouvriers arabes. Tant d'ailleurs par humanité que par intérêt bien compris : les ouvriers arabes inorganisés risquant de créer un prolétariat à bas salaires et concurrentiel. Et, depuis peu, les ouvriers arabes sont membres de la Histadruth à part presque entière (« presque » par un jeu assez complexe de non-appartenance à des œuvres économiques et sociales, mais le principe est acquis).

Systématiquement repoussés par les patrons juifs

Pour comprendre Israël, il est important de ne pas perdre de vue combien les mesures les plus normales en droit et sur le plan de la simple humanité peuvent avoir de répercussions dangereuses. Pour ne prendre qu'un exemple voyons dans quelle situation se trouvent les jeunes Arabes qui sont parvenus à terminer leurs études supérieures. Dans le secteur privé, ils sont presque systématiquement repoussés par les patrons juifs. Pour des raisons de sécurité, l'armée

LES CONDITIONS

LE cercle Bernard-Lazare conviait, il y a peu de temps, à entendre un expert d'un journaliste israélien, membre du MAPAM (parti socialiste israélien de gauche). Le camarade Y. Rash devait, semblerait-il, apporter quelques révélations sur « l'activité des savants allemands en Egypte, leur signification et les réactions en Israël ».

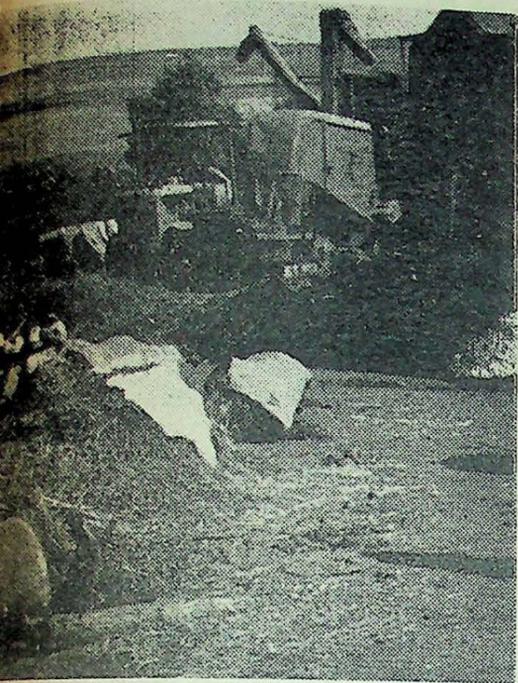
En réalité, peu de faits inédits furent révélés. On savait déjà qu'un certain nombre de savants allemands (Allemands nazis, ex-nazis, avaient travaillé, pendant le Troisième Reich, à la mise au point de la bombe atomique, des engins qui, s'ils avaient été réalisés à temps, eussent pu, vraisemblablement, influencer gravement sur le cours de la dernière guerre. Mais ces savants ne sont pas seuls sous le ciel égyptien. Ils sont accompagnés de savants et techniciens juifs, qui n'étaient pas en âge de servir les nazis avant l'effondrement du régime hitlérien, mais qui sont, aujourd'hui, comme leurs aînés, encore tout imprégnés de sentiments antisémitiques.

A cela, ajoutons deux éléments d'actualité importants : l'un est que le traité d'armistice interdit à l'Allemagne l'armement nucléaire, voire toute étude de mise au point dans cet ordre de choses. Rappelons-nous que, en 1918, l'Allemagne avait déjà, n'avait pas le droit de se réarmer certains matériels. On sait ce qu'il advint de cette interdiction. Or, l'Egypte est, pour l'Allemagne de Bonn, un terrain excellent pour poursuivre et mettre au point l'armement de demain.

L'autre argument, c'est que, dans le cas que d'une Europe gaullienne, où la

Le reportage photographique sur Israël a été réalisé par le
STUDIO ETHEL
82, bd Saint-Germain, Paris-5^e.

ion difficile



dentaires.

leur est interdite ainsi que les postes de haut fonctionariat. En bref, la nouvelle élite arabe trouve difficilement des débouchés en Israël. On assiste donc à un certain nombre de départs clandestins vers les pays arabes limitrophes et à quelques retours sous le discret uniforme d'agent secret. Il y a eu ces temps derniers arrestations de quelques groupes aux frontières, condamnation et même mort d'homme pris sur le vif et tentant de fuir. Outre que ce genre d'incident oblige les autorités israéliennes à renforcer leur surveillance et n'incite pas à trop de libéralisme, il en résulte une tension accrue entre les populations juive et arabe.

Une mesure vexatoire et inutile

Reste le problème du contrôle militaire. Son maintien, qui fit, il y a peu de temps, quelque bruit, ne semble pas particulièrement un pas en avant. L'état de contrôle militaire est une situation particulière qui soumet les Arabes à une demande d'autorisation pour beaucoup de leurs déplacements. Mais l'on sait que cette autorisation est pratiquement toujours accordée et que

ce contrôle est purement formel. L'on sait qu'il s'en est fallu d'une seule voix (arabe, d'ailleurs, et achetée sans doute) pour que ce contrôle ne soit supprimé. L'on sait que la majorité parlementaire est faible et que les voix des quatre députés arabes sont marginales. L'on sait que l'administration militaire (à dominante Mapai) apprécie les votes Mapai — et mieux vaut, quand on est Arabe, entretenir de bonnes relations avec l'administration militaire. On concevra donc aisément, comme me le suggérait un membre éminent du Mapam, « que le maintien de cette mesure vexatoire et inutile relevait plus d'un désir de pression électorale que d'un souci de sécurité ». A l'époque peut-être, mais pourtant ! La nouvelle R.A.U., les soulèvements pronassériens de Jordanie et la menace directe qui pèse sur Israël pourraient donner à ce régime une actualité d'une toute autre résonance.

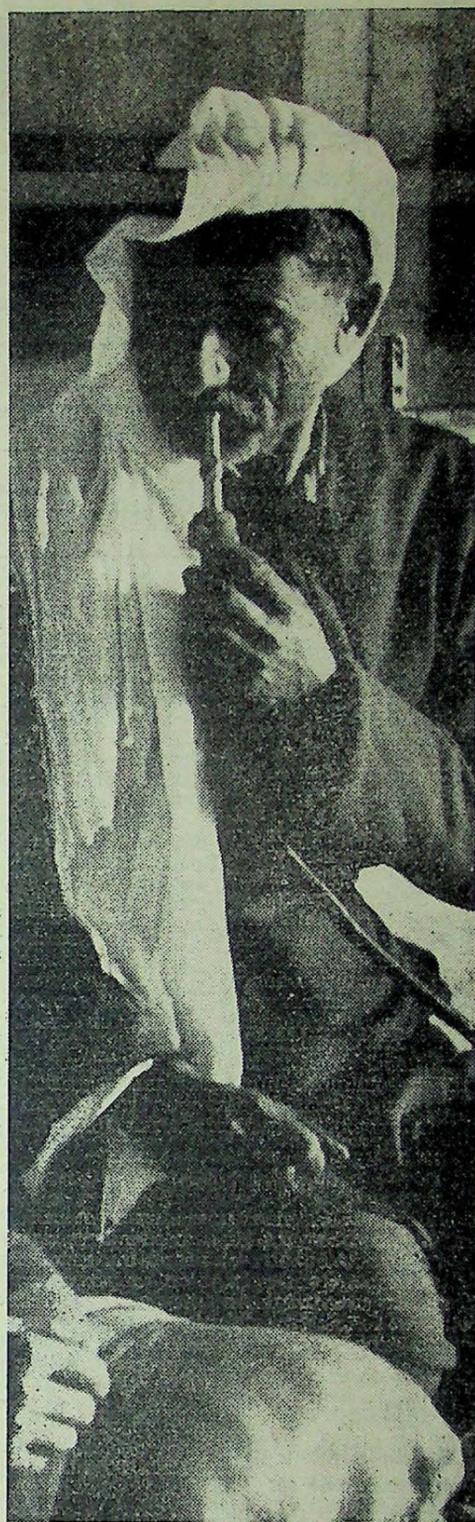
On ne peut, dans le cadre d'un article, qu'effleurer la complexité de tels problèmes, ceux passés et ceux à venir. Surtout dans un pays où trop d'éléments primordiaux sont étroitement liés à un contexte extérieur en perpétuelle évolution. Pour n'en citer que quelques-uns : l'importance d'Israël est fonction d'une immigration qui dépend, au premier chef, des conditions de vie des juifs à l'étranger. Sa stabilité financière dépend en grande partie de l'Amérique. Son existence propre, des révolutions dans les pays arabes environnants. Du jour au lendemain, Kennedy, bienfaiteur, devient l'ennemi n° 1, offrant à Nasser les pays arabes sur un plateau. Du jour au lendemain, l'un ou l'autre de ces pays arabes peut devenir belligérant et ces mêmes populations, que l'on tentait d'intégrer, deviendront des ennemis de l'intérieur. Un engrenage parmi d'autres, un problème parmi d'autres, le plus brûlant.

Seul, le Mapam...

Un minuscule territoire isolé au milieu de pays arabes agressifs, des juifs et des Arabes qui se sentent en Israël chez eux, des réactions instinctives au niveau des populations, des intérêts divergents au niveau du gouvernement et des partis, des positions d'humanité et de sécurité contradictoires, ont peut-être compris sinon admis les lenteurs et réticences dont fait preuve l'Etat juif face à un tel problème.

De plus en plus pourtant se répand l'idée que l'attitude la plus humaine serait aussi la plus féconde. Autrefois, seul le Mapam défendait un tel point de vue, mais aujourd'hui on pense beaucoup, en Israël, que des Arabes satisfaits à l'intérieur seraient les meilleurs porte-parole de paix à l'extérieur.

Ethel Blum.



Des ouvriers et artisans travaillent maintenant dans les villes.

D'ÉQUILIBRE AU MOYEN-ORIENT ENTRE JUIFS ET ARABES

matie s'appuie sur les puissances rapprochées de la France et de l'Allemagne, tout progrès de cette dernière vient renforcer le rêve de grandeur du chef de la première...

Le danger d'une collaboration germano-égyptienne

Les choses ne sont pas simples dans l'imbroglie mondial. Israël lui-même n'est pas exempt de contradictions. Le Parlement israélien a voté à l'unanimité une résolution dénonçant le danger de cette collaboration germano-égyptienne, laquelle ne peut être dirigée — dans l'immédiat — que contre Israël, dont la destruction est le seul élément d'union dans une Ligue arabe toujours divisée.

Mais alors pourquoi M. Ben Gourion a-t-il donné l'ordre de faire cesser la campagne antiallemande qui s'était développée devant le refus d'Adenauer de mettre fin aux activités néfastes de ses savants au Caire ?

Pourquoi ? Parce que Ben Gourion a adopté — peut-être avec l'appui d'une majorité — une politique résolument antinationaliste. Ben Gourion avait le choix, en matière de politique internationale entre celle des U.S.A. de Kennedy et celle du pacte franco-allemand de de Gaulle et Adenauer. S'il a choisi cette dernière solution, c'est, peut-être, parce que l'Allemagne de Bonn a payé à Israël de substantielles indemnités qui jusqu'à présent ont servi d'oxygène à l'économie israélienne (ce

que n'a jamais fait l'Allemagne orientale de Pankow). Aussi parce que l'Allemagne de Bonn est fournisseur et client d'Israël et lui fournit les armes tactiques qui lui font défaut.

On retrouve là le désaccord entre la politique de désarmement général — et celle de limitation immédiate — et la politique folle de poursuite vers la puissance atomique.

Car il n'y aura — au Moyen-Orient — aucune solution pacifique possible sans une politique résolument neutraliste et une désatomisation de toute cette partie du monde. Les grandes puissances courent à leur ruine dans cette volonté de puissance. Mais les Etats sous-développés et sous-industrialisés du Moyen-Orient risquent bien plus encore : leur perte physique. Sans cette politique de désatomisation, le Moyen-Orient est menacé d'une catastrophe qui mettra en danger le restant du monde.

L'oppression colonialiste

Nous assistons, au Moyen-Orient, à l'éveil d'un nationalisme qui sort des profondeurs de l'âme populaire arabe, laquelle souffrait jusqu'à présent de la frustration due à l'oppression colonialiste.

Réellement, ce nationalisme n'est pas le résultat de la politique nassérienne ; Nasser a eu l'habileté de le comprendre et de l'utiliser.

Paradoxe, peut-être, le Raïs passe pour être un élément modérateur au milieu des ennemis jurés d'Israël.

Tant que subsistera une division entre

les dirigeants arabes, il n'y aura certes aucune chance d'accord sur un règlement acceptable du problème d'Israël. La démagogie des leaders arabes est une des causes de leur impuissance.

Est-ce une chance pour l'Etat juif ?

Ce qui est certain, c'est que la division exclut tout espoir de voir la paix s'établir entre Israël et les pays arabes. Ce qui est certain, également, c'est que la guerre n'apportera aucune solution à un problème essentiellement politique. On en a eu la preuve après la victoire israélienne du Sinai.

Il faut absolument dégeler la situation au Moyen-Orient. Seule une politique de désatomisation peut y parvenir, ce qui n'implique aucunement le refus d'une recherche légitime de défense nationale.

Israël peut et doit prendre des initiatives hardies et généreuses. Par exemple : suppression du régime d'exception aux frontières qui brime inutilement les Arabes israéliens ; offre de règlement du problème des réfugiés et, immédiatement, rapprochement des familles ; modification de l'orientation de la politique internationale ; développement des initiatives pacifistes et politiques à l'égard des pays arabes dans la perspective d'une vie en commun avec tous les pays du Moyen-Orient.

Certes, Israël est, aujourd'hui, fort en état de se défendre contre tout agresseur, mais, demain, il lui faudra vivre avec ces Arabes qui, avec les Juifs regroupés sur la terre de Moïse, forment le peuplement de tout le Moyen-Orient.

B.-A. Brille.

Les raisons d'une grève

LES METALLOS ALLEMANDS NE BENEFICIAIENT PAS DU "MIRACLE ECONOMIQUE"

L'INDUSTRIE allemande se porte bien : il suffit de lire, dans les journaux, les bilans que publient les firmes géantes telles que Siemens et le Volkswagenwerk, pour s'en convaincre. En ce qui concerne Siemens, gigantesque entreprise électronique qui occupe 240.000 personnes, son chiffre d'affaires a dépassé, en 1962, la somme de 5 milliards de marks (à peu près 6 milliards de francs), et la distribution des dividendes a marqué, comme il est constaté dans la présentation du bilan, « une évolution très satisfaisante ».

Cela vaut également pour l'ensemble de l'industrie métallurgique dans la République fédérale allemande. Il faut, cependant, y apporter un correctif : il semble évident, à l'observateur, qu'on assiste, depuis quelque temps, à un certain ralentissement du rythme des commandes, à l'intérieur et à l'extérieur : le « miracle économique » commence à donner de la bande, et l'ensemble des industriels commence à prévoir le moment où « l'économie du marché » pourrait s'essouffler.

Un syndicat puissant

Il ne faut pas chercher ailleurs les raisons de l'attitude dure et brutale des industriels de la métallurgie à l'égard des revendications syndicales : le syndicat de la métallurgie, après tout, a été relativement modeste dans les négociations sur une nouvelle convention de salaires ; il a demandé une augmentation de 8 p. 100, tout en laissant entendre qu'il serait prêt à conclure sur une base de 6 p. 100. Le patronat a répliqué

L'article que nous publions ci-dessous était déjà rédigé lorsque fut annoncé l'accord intervenu, après une longue négociation dont M. Erhard, successeur d'Adenauer, avait pris l'initiative.

Cette issue du conflit ne contredit en rien l'analyse de la situation qui avait été faite dans ces lignes.

en offrant, d'abord... rien, et ensuite 3,5 p. 100.

Pour lui, il s'agit de donner un « coup d'arrêt », comme disent ses représentants, aux revendications actuelles, mais plus encore aux revendications futures ; il s'agit de préserver les profits et dividendes à leur taux actuel, même dans la perspective d'un ralentissement des affaires.

Ainsi, à la grève décidée par le syndicat de la métallurgie dans le pays de Bade-Wurtemberg (grève qui fut approuvée, à une écrasante majorité, par un vote des ouvriers syndiqués dans les usines), le patronat a-t-il répliqué le lendemain de la grève (c'est-à-dire le 30 avril) par un lock-out des quelque 400.000 ouvriers métallurgistes de la région. Mesure inouïe et brutale, et moyen de combat employé, la dernière fois, en 1928, lors d'une grande grève des métallos allemands.

Si les raisons économiques de cette mesure semblent évidentes, les raisons politiques ne le sont pas moins : en effet, le syndicat de la métallurgie est, de loin, l'organisation la plus combative en Allemagne. Forte de 1,9 millions de membres, ce syndicat, disposant de dizaines de milliers de permanents, a su conserver un style et une méthode dynamiques qui le distinguent de la plupart des autres syndicats (celui des industries chimiques excepté) qui ont tendance à « s'assagir » (à l'instar de la social-démocratie) et même d'aller très loin dans la « collaboration industrielle », tel le syndicat du Bâtiment.

Le miracle économique

Il s'agissait donc aussi, pour le patronat, de porter un coup à la « I.-C. Metall » qui symbolise, pour nombre d'ouvriers, la survivance d'une vieille tradition syndicale et même socialiste : il s'agissait peut-être aussi de la briser ou, du moins, de l'affaiblir très sérieusement, de l'isoler de l'ensemble des autres organisations syndicales, de l'obliger à puiser dans ses réserves financières, car l'organisation verse aux grévistes syndiqués des sommes assez considérables qui approchent, parfois, les trois quarts des salaires normaux.

Ces salaires, d'ailleurs, il convient de les situer d'une manière exacte pour se rendre compte que le fameux « miracle économique » trouve l'expression la plus réelle dans les bilans des sociétés, mais point au niveau des rémunérations.

Quelques exemples : en 1962, les quelque 2,5 millions d'ouvriers de l'industrie métallurgique pouvaient se prévaloir, en moyenne, d'un salaire mensuel de 650 marks (à peu près 780 F) ; mais il s'agissait là du salaire brut qui, déduction faite des impôts et prestations sociales, se trouvait ramené à 535 marks (à peu près 650 F), et cela pour une semaine de travail de 45 heures.

Lorsqu'on souligne qu'il s'agit d'une moyenne, que, par conséquent, de nombreux ouvriers, en particulier les manœuvres, gagnent beaucoup moins et que les femmes travaillent dans les usines métallurgiques « se font » 380 marks (à peu près 450 F), on doit bien se rendre à l'évidence : le « miracle économique » ne se situe pas au niveau où l'on aurait pu le supposer... Il est bien vrai que les salaires réels ont augmenté dans la période de 1950 à 1962, malgré la hausse considérable des prix ; mais il est également vrai que jusqu'en 1952 ces salaires étaient misérables et que le « miracle », dont on a tant parlé, s'expliquait, en grande partie, par la modestie et la passivité qu'ont montrées les organisations syndicales au lendemain de la guerre mondiale.

Dans la grève déclenchée le 29 avril, le syndicat de la métallurgie, opérant d'abord dans le pays de Bade-Wurtemberg, avec, comme points d'appui, les villes de Stuttgart et de Mannheim, avait comme but principal de briser, si possible, la résistance patronale, de diviser le front des entrepreneurs : d'où la tactique qui consistait à ne déclencher la grève que, dans quelques usines (comme chez Daimler-Benz, à Mannheim), où les positions syndicales sont particulièrement fortes et de n'engager dans la lutte que quelque 100.000 ouvriers sur les 400.000 métallos que compte la région.

« L'enfant turbulent »

Le patronat, imposant une discipline de fer à ses adhérents (deux employeurs qui avaient témoigné de leur désir de négocier avec le syndicat furent tout de suite exclus de la chambre syndicale) a répliqué par le lock-out. On a donc constaté, des deux côtés, une volonté très nette de l'emporter parce que, en vérité, l'enjeu est considérable. Une défaite ou une augmentation dérisoire des salaires sur la base de l'offre patronale serait grave pour le syndicat de la métallurgie, briserait, probablement, son élan et affaiblirait l'ensemble du mouvement syndical.

La Confédération syndicale, le D.G.B., l'a si bien compris qu'elle a témoigné sa solidarité sans réserve à « l'enfant turbulent » qu'est, en son sein, le syndicat de la métallurgie.

Une discipline remarquable

Même attitude décidée du côté patronal : rarement, au cours des dernières années, on a entendu pareil langage brutal, menaçant de la part des chefs du patronat. Ses porteparole, Paulsen et Berg, en particulier, ont véritablement sommé les chefs des entreprises métallurgiques de « tenir », de ne faire aucune

concession. La plupart des journaux ont dépeint en termes de cataclysme les conséquences de cette grève, véritable « catastrophe nationale ».

C'est dans cette ambiance que se sont déroulés les premiers jours de la grève. Les ouvriers, malgré tout, ont suivi, avec une discipline remarquable, les consignes du syndicat, sentant bien l'importance de l'enjeu. Il n'y a eu aucune faille, aucune manifestation d'abandon ; le front syndical et les nombreux ouvriers étrangers occupés dans les usines allemandes se sont bien intégrés dans le mouvement.

Des patrons soucieux d'exécuter leurs commandes

De quelle manière se terminera cette lutte ? Il est difficile de se prononcer au moment où nous écrivons ces lignes, le 6 mai. Le gouvernement, très sensible à la pression du patronat, cherche à faire entendre « raison » à l'organisation syndicale. Celle-ci ne peut guère accepter de conclure un accord qui comporterait une augmentation de moins de 6 ou 5 p. 100 après avoir, à juste titre, qualifié comme « aumône » l'offre patronale de 3,5 p. 100.

Le syndicat, de toute façon, possède plusieurs atouts sérieux : dans l'hypothèse d'une grève prolongée qui s'étendrait à l'ensemble du pays, et en particulier sur la Ruhr, beaucoup de patrons, soucieux d'exécuter leurs commandes, ne « tiendraient » pas et se déclareraient, sans doute, prêts à s'entendre avec le syndicat. Celui-ci, par contre, peut, semble-t-il, compter entièrement sur la volonté de lutte des ouvriers qui s'est entièrement affirmée au cours des premiers jours de la grève.

L'ambiance de la grève n'est guère « politique », mais elle pourrait le devenir au cas où il y aurait une extension de la lutte et dans la mesure où le patronat lui conférerait encore davantage le caractère d'une épreuve de force.

En tout cas, si les patrons, en proclamant que « c'en est assez » des « continuelles revendications », croyaient pouvoir intimider le syndicat de la métallurgie, ils se sont trompés. La « base » a très bien réagi : elle semblait prête à défendre son niveau de vie et son organisation syndicale menacée par un patronat très dur et prêt à faire « ce qu'il faut » pour mettre à genoux un « interlocuteur » combatif et gênant.

Gaston Sardet.

Vient d'être éditée cette affiche, bicolore, 1/2 colombier :

Contre la politique militaire du gaullisme

Le budget militaire, avoué et camouflé, représente 30 % de celui de la nation. Ce qui entraîne :

- Blocage des salaires
- Réquisitions
- Inflation

et hausse du coût de la vie
La « Force de Frappe », politique d'orgueil nationaliste, a été exigée et obtenue par la caste militaire.

Le peuple français, lui, réclame une armée contrôlée par le peuple, et une politique active en faveur du désarmement.

Le P.S.U. vous appelle à lutter :

- Contre la bombe gaulliste et toutes les autres,
- Pour la désatomisation de l'Europe,
- Contre les pactes militaires,
- Pour le désengagement,

CONTRE UNE POLITIQUE MILITARISTE ET ANTISOCIALE

Action unie des travailleurs en France et en Europe
Prix : 0,12 F l'affiche. C.C.P. 58-26-65. Payer à la commande : 54, boul. Garibaldi, Paris-15^e.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du P. S. U., 8, rue Jenner, Paris (9^e)).

Robert MOUSSAY n'est plus

Robert Moussay est mort. Infatigable voyageur, il travaillait à la formation des cadres des jeunes Républiques africaines, et s'est tué en avion au Cameroun.

Moussay était mon ami. Plus qu'un ami, quasi un frère. Tout le monde dans le Parti respectait sa droiture, son intelligence et son courage politique. Ceux qui le connaissaient bien savaient en plus la richesse de son humour, la chaleur de sa bonté, et ce que signifiait pour lui l'amitié. Rares sont les hommes qui, comme lui, savaient partager et soulager les difficultés des amis. Il vivait en socialiste à chaque moment de sa vie.

Pour sa fédération, celle du Haut-Rhin, il était un animateur de premier ordre. Mais son influence avait en plus cette rare qualité de savoir être discrète.

Au C.P.N., dont il a été membre pendant trois ans, il intervenait peu. Mais sa parole brève et précise, jamais polémique, faisait toujours impression. Il forçait le silence et laissait pensif. Il était indiscuté.

Il avait refusé de se représenter au C.P.N. actuel et m'avait dit, pendant le Congrès, alors que je le pressais de nous rejoindre : « Non. Dans l'état où est le Parti, je veux passer un an à la base, et voir ça de l'œil des cama-

rades. Je n'en reviendrai que plus fort. » Et voilà qu'au moment où le Parti a tant besoin de sang neuf, un de ses meilleurs hommes disparaît, stupidement fauché dans la force de l'âge.

Pour le P.S.U., sa perte est irréparable, car les hommes de sa trempe ne sont pas légion. Les camarades qui furent délégués au Conseil national qui a précédé le Congrès se souviennent de l'autorité souriante et efficace avec laquelle il a présidé notre dernière séance. Ce n'était qu'un petit avant-goût de ses talents.

Homme libre, qui s'était formé seul, venu au socialisme par la Jeune République, il n'avait jamais accepté d'être dépendant de qui que ce soit. En face de nos routines et de nos habitudes, c'était un homme de demain. Comment ne pas s'inquiéter d'une mort qui pourrait être un signe ?

Moussay laisse une femme, comme lui admirable militante, et quatre enfants. C'est au nom du C.P.N. et du Parti tout entier que j'exprime ici à Mme Moussay et à ses enfants nos condoléances les plus attristées et notre solidarité dans leur douleur.

Georges Servet.

ITALIE : APRÈS LES ÉLECTIONS, DIFFICULTÉS POUR LE CENTRE GAUCHE

Sur la foi des résultats partiels nous avons diagnostiqué, dans le numéro précédent de « T. S. », un léger recul de la démocratie chrétienne et quelques gains de la gauche. La publication des résultats complets permet maintenant de préciser le tableau. Le recul de la démocratie chrétienne est sérieux et prend, dans certains secteurs du nord de l'Italie, une allure de déroute.

ALGÉRIE : NOUVELLE ÉTAPE DE LA COOPÉRATION

Les modifications des rapports franco-algériens intervenus à la suite des entretiens Ben Bella-de Broglie des 1^{er} et 2^e mai ne doivent probablement pas grand-chose au fait que ceux-ci ont précédé immédiatement la venue à Alger du président Nasser. Visiblement, chacun des interlocuteurs a tiré les conclusions de la liaison de plus en plus ferme entre le peuple algérien et la direction Ben Bella dans le cadre d'une orientation socialiste constamment précisée et concrétisée.

La France retirera ses troupes avant la fin de 1964 et non en juillet 1965. Il est probable également qu'elle ne procédera plus à aucune explosion atomique aérienne au Sahara. D'autre part, si elle réduit d'un cinquième (20 milliards d'anciens francs) son aide financière, la moitié du reste (40 milliards d'anciens francs) pourra être utilisée à sa guise par le gouvernement algérien. Celui-ci, sans rejeter l'aide extérieure, ne manque pas de manifester nettement, en toutes occasions, qu'il ne veut pas y être asservi. A son appel, des centaines de milliers d'Algériens ont participé, le 21 avril, à la Journée de l'arbre, dont le succès permet d'envisager la réalisation en deux ans d'un plan de reboisement dont l'ancienne administration coloniale prévoyait l'étalement sur vingt ans.

Les comités de gestion, dont certains avaient été imposés soit par le Parti, soit par l'A.N.P. ou l'U.G.T.A., ou s'étaient imposés eux-mêmes, vont faire l'objet d'élections réellement démocratiques. Enfin, une grande campagne de solidarité nationale en vue de mettre fin « au chômage, au taudis, à la misère » a été lancée le 30 avril par le président Ben Bella, qui semble en attendre beaucoup, puisqu'il a déclaré à cette occasion : « Si nous avons trois cents milliards, nous construirons des usines. »

L'Algérie n'est plus un pays à forte minorité européenne, c'est une nation arabe. Les espoirs néo-colonialistes n'ont plus guère de chances de s'y trouver réalisés et l'on s'y tourne de plus en plus nettement, de plus en plus vite, vers un socialisme à la Castro (1).

En adoptant, pour la coopération, « une nouvelle vitesse de croisière », le gouvernement français ne fait que s'adapter à ces changements en tenant compte de la géographie.

Albert Roux.

(1) Dans la conférence qu'il donnait vendredi sous l'égide de l'Association d'amitié et de solidarité franco-algérienne, M^{rs} Yves Mathieu, du bureau d'animation du secteur socialiste, a particulièrement mis en lumière cet aspect de la Révolution algérienne, soulignant aussi la grande maturité des masses algériennes, résultat des initiatives et responsabilités que leur avait imposées la guerre.

L'avance de la gauche est assez importante, mais inégalement répartie : le parti social-démocrate de Saragat gagne beaucoup relativement à sa petite taille, le parti communiste augmente ses voix de près de 4 p. 100 alors que le P.S.I. recule. C'est dire qu'il faut porter des appréciations nuancées.

La D. C. a indéniablement perdu des voix sur sa droite, mais ce qui est remarquable, c'est qu'elle n'a pu en gagner sur sa gauche aux dépens du P.S.I. ou du P.C.I. Le P.S.I., de son côté, a perdu des voix sur sa droite qui se sont portées sur le P.S.D.I. de Saragat et sur sa gauche au profit des communistes. Il paie, par conséquent, ses équivoques et ses hésitations : les électeurs socialistes, convaincus de la justesse de la politique de centre gauche, ont voté P.S.D.I. pour faire pression sur lui en vue de l'amener à abandonner ses réserves, alors que ceux qui étaient très critiques à l'égard de l'ouverture à gauche ont voté communiste.

Le P.C.I., grand vainqueur

Le P.C.I., quant à lui, mord, pour la première fois, sur l'électorat D. C. populaire en même temps qu'il attire à lui des jeunes et des émigrés du sud. Il peut, à juste titre, se déclarer grand vainqueur du combat électoral.

Sur le plan gouvernemental, il n'y aura cependant pas de traduction de cette poussée à gauche. Selon toute vraisemblance, la D. C., sous la pression de son aile droite, se refusera à faire de nouvelles concessions sociales et à promouvoir de nouvelles réformes. Elle exigera, en outre, du P.S.I. qu'il distende encore un peu plus ses liens avec le P.C.I. Comme nous l'avions déjà noté la dernière fois on peut, par conséquent, prévoir un approfondissement des contradictions internes des formations de l'actuelle majorité gouvernementale. Le P.S.I., en particulier, risque de connaître, en juillet, un congrès très agité, Pietro Nenni n'ayant pas l'intention de renoncer à « l'ouverture à gauche ».

J.-M. Vincent.

[Le Bureau national du P.S.U. a publié le communiqué suivant sur les élections italiennes : Les résultats des élections italiennes qui traduisent, dans leur ensemble, un sensible glissement à gauche, confirment l'évolution générale des derniers mois en Europe occidentale.

Plus particulièrement, et tout comme en Allemagne, elles semblent annoncer la fin de la longue hégémonie de la démocratie chrétienne et un succès pour l'ensemble des forces se réclamant du socialisme, c'est-à-dire le P.S.I. et le P.C.I.

Le fait que le P.C.I. apparaisse comme ayant réalisé les principaux progrès électoraux, qu'il ait sans aucun doute bénéficié de nombreux suffrages de jeunes électeurs, indique qu'en Italie aussi l'axe d'un véritable rassemblement à gauche doit être l'alliance sans exclusives de toutes les forces socialistes.]

KHÉMISTI EST MORT

Malgré les soins qui lui furent prodigués, Mohammed Khémisti, qui fut sans doute le plus jeune ministre des Affaires étrangères du monde, est mort dimanche. On avait pu croire un moment que son assassinat était l'œuvre d'un groupe d'opposants au régime. L'enquête a montré qu'il s'agissait en fait d'un crime d'illuminé ayant agi seul.

Contrairement à ce qui avait

été insinué de divers côtés, la succession de Khémisti n'ouvrira pas de crise et s'inscrira dans le remaniement ministériel, déjà commencé, consécutif à la démission de Khider du secrétariat général du Bureau politique.

Le P.S.U. et « Tribune Socialiste » adressent à Mme Khémisti, ainsi qu'au gouvernement et au peuple algériens, ses condoléances émues.

Julliard

JULIEN CHEVERNY le carnaval des régents

Trente ans après le fameux ouvrage de Malaparte, *Technique du coup d'Etat*, Julien Cheverny analyse avec perspicacité les caractéristiques principales du césarisme contemporain et puise ses sources dans l'histoire moderne : Mussolini, Hitler, Salazar, Franco, etc...

" Une analyse perspicace et acérée du césarisme contemporain. " " France-Observateur " 12 F 60



ERNEST MANDEL traité d'économie marxiste

LE MARXISME EST-IL DÉPASSÉ? C'est à cette question entre plusieurs autres que tente de répondre Ernest Mandel. Cet important ouvrage, qui vient à son heure pour aider à faire le point, doit prendre sa place dans toute bibliothèque de l'homme du XX^e siècle.

2 forts vol. 45 F

DANIEL BOORSTIN l'image

Qu'est devenue la civilisation américaine? Que va devenir la nôtre? Allons-nous être des "hommes conditionnés"? 15 F

les cahiers de la TéléVision n° 5

Dans ce numéro, les Cahiers présentent une vaste enquête sur la télévision en province, une étude sur la liberté de l'information en Allemagne Fédérale et des textes de Jean Cau, Paul Morand, J.-P. Meville, Emmanuel Berl, Raymond de Becker, etc... Chroniques habituelles.

le n° 4 F 50

SOLJENTSYNE une journée d'Ivan Denissovitch

"... Un chef d'œuvre." Claude ROY
"Un livre admirable." R.P. RIQUET

"Soljentsyne est un observateur précis, mesuré, que l'on devine très sûr, qui n'exagère pas les sentiments, ne recherche pas le pittoresque et dit volontiers le moins pour suggérer le plus".

Kléber HAEDENS "Nouveau Candide" 9 F 90

RICHARD KOHN



Collection "Il y a toujours un reporter"

"Richard Kohn a classé les textes de telle façon que nous pouvons suivre l'histoire comme un roman feuilleton ou comme un drame romantique avec le poison, le feu et le sang..."

Kléber HAEDENS 19 F 50

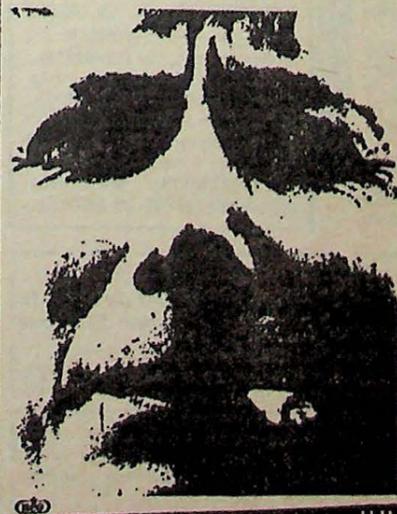
EVTOUCHENKO autobiographie précoce

9 F.

trois minutes de vérité

9 F.

poèmes



JULLIARD

Les Francs camarades organisent LE 2^e SALON DES CENTRES AÉRÉS

LES loisirs des enfants sont à l'ordre du jour. Ils le sont dès que la proximité des vacances souligne les problèmes multiples que les parents devront résoudre, compte tenu de l'insuffisance des équipements collectifs prévus par le secteur public ou semi-public et les conditions onéreuses des solutions proposées par le secteur privé. Un nouveau type d'équipement s'est développé depuis quelques années dans les grosses agglomérations urbaines : les Centres Aérés, dont la formule a été conçue par les « Francs et Franches Camarades ». Qu'est-ce qu'un Centre Aéré ? Maurice Pipard, délégué de la région parisienne, nous le rappelle.

« Avant tout, c'est un lieu d'accueil. Ce n'est pas une organisation. L'organisation de base demeure le patronage. Le Centre Aéré le complète en offrant une installation permanente située dans un espace vert. Il est facile de voir comment le principe s'en est peu à peu imposé. A travers des formules diverses, municipalités, associations s'efforçaient de faire vivre leurs patronages comme garderie. Le plus souvent l'exiguïté des locaux et le recours aux cours d'école amenaient à multiplier les activités d'extérieur, les sorties. L'idée d'un lieu aménagé fixe est venue ensuite naturellement. Si vous voulez dans la formule actuelle la proposition s'est inversée : l'école était le centre des activités, elle est aujourd'hui le point — accessoire — du ramassage des enfants pour les Centres Aérés. »

Pas une colonie bon marché

Une législation récente définit les normes de base d'un centre aéré qui peut, durant trois années, user de matériel transportable. Ainsi une municipalité peut entreprendre la mise en place d'un centre aéré à partir d'investissements réduits. Prise au pied de la lettre, cette législation apparaît restrictive puisqu'elle reconnaît seulement le centre : 1) s'il fonctionne durant les congés scolaires (pas les congés hebdomadaires); 2) implanté en dehors de l'agglomération d'origine des enfants, ce qui, pour la banlieue, apparaît souvent invraisemblable (du fait de l'existence

d'espaces verts intra-muros ». Nous voulons des C.A. permanents, explique M. Pipard.

« Les Centres Aérés ne se sont pas développés ainsi que nous le souhaitons parce que la spéculation sur les terrains libres a joué. Depuis quelques

Les stages du groupe Techniques éducatives

Organisés par des instituteurs chargés de classe vous permettront :

- de correspondre efficacement avec d'autres classes ;
- d'éditer un journal scolaire ;
- d'utiliser l'apport du milieu et des enfants pour l'acquisition des connaissances scolaires ;
- de créer une véritable coopérative qui fera de votre classe le milieu éducatif que vous souhaitez

du 6 au 13 septembre 1963, à Montry (S.-et-M.), en internat ; à Crouy (L.-et-Ch.), en camping avec garderie (pour les stagiaires pères de famille).

Frais de séjour : 70 F. Inscriptions dès maintenant à Monique Labat, 11, rue de Strasbourg, Nanterre (Seine).

années, nous assistons à un éloignement des terrains de l'agglomération citadine. Ce qui amène un transport plus long, plus coûteux. »

— Possédez-vous des chiffres concernant le recrutement actuel ?

— Actuellement dans la Seine, quarante Centres Aérés touchent 31.000 enfants ; en Seine-et-Oise, vingt-cinq C.A. atteignent 11.300 enfants ; en Seine-et-Marne, cinq C.A. groupent 2.000 enfants. Soit, pour le district, soixante-douze centres aérés et 44.300 enfants pour une population de 1,6 million d'enfants de moins de quatorze ans.

— Ce qui est dérisoire. On a dit que les Centres Aérés risquaient de figurer une solution « bon marché » aux vacances de longue durée des enfants. Qu'en pensez-vous ?

— En réalité, cela n'apparaît pas ainsi. Peu de municipalités ont opté

pour cette solution seulement. Nous avons suggéré aux municipalités d'ouvrir un centre aéré après une colonie. Au fond, la durée des vacances et celle des séjours oblige à envisager pour les enfants un équipement supplémentaire et le centre aéré c'est aussi cela.

Cinquante-deux milliards

Un sous-groupe d'études de l'Équipement sportif et socio-éducatif du Grand District a été créé, chargé de dresser un plan de douze ans (!) (1964 à 1975). Tout en formulant des réserves au projet pour le cas où la réorganisation de la région viserait à dessaisir les municipalités de leurs prérogatives, les Francs et Franches Camarades qui y collaborent ont noté que, pour maintenir le taux actuel d'enfants atteints par les C.A., il fallait créer cent nouvelles installations. Pour atteindre les 25 %, chiffre qui correspond aux enfants ne parlant pas du tout en vacances, plus de huit cents. Dans l'immédiat, et pour répondre aux besoins réels, c'est treize cents centres qu'il faudrait ouvrir, soit une somme de 52 milliards d'anciens francs à investir, et de 158 milliards d'ici à 1975 (alors que, pour la France, on a prévu 17 millions de F par an).

Cette disproportion entre les deux chiffres n'est pas surprenante si l'on songe, d'une manière générale, au budget consacré par l'État à l'équipement socio-culturel.

La délégation parisienne des Francs Camarades qui inaugure, demain 10 mai, à Nanterre (rue de Saint-Cloud), un centre aéré maternel, en profite aussi pour susciter une rencontre (le 11, à 17 h. 30) avec les organisateurs, des médecins, des architectes, des pédagogues sur le thème « Conditions de calme et de détente », une journée d'étude avec des directeurs de centres aérés le dimanche. A travers son deuxième Salon du Centre Aéré, elle veut attirer l'attention du public sur ces questions importantes.

Jacques Copp.

La Fédération nationale des Patronages et Centres Aérés laïques, organisateurs et cadres (Francs Camarades), les Francs et Franches Camarades, qui organisent des stages de formation pour l'encadrement des C.A. et des patronages, constituent, en quelque sorte, un mouvement de jeunes avec 20.000 membres encadrant 500.000 enfants. Ils publient une revue mensuelle nationale, *Camarderie*, et régionale (R.P.) *Francamrade*. Adresse : 12, rue de la Victoire, Paris (9^e). TRUdaine 93-01.

● CHERCHE MONTEURS (au moins 18 ans) pour colonie de vacances juillet. Ecrire « Tribune » page jeunesse, qui transmettra.

Nationale ou multinationale la force de frappe c'est la guerre « A »

Bandeau 20 x 50
Prix : 0,05 F pièce. C.C.P. 58-26-65

Payer à la commande :
54, boulevard Garibaldi, Paris.

Voici enfin réédités dans une magnifique édition illustrée tous les chefs-d'œuvre d'ERCKMANN-CHATRIAN

14 vol. reliés 24 par mois

GRATUITEMENT

et sans engagement de ma part votre brochure illustrée de 16 pages sur les chefs-d'œuvre d'Erckmann Chatrian

BON à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE 30, rue de Grenelle 7^e

T.S. 3

2 splendides volumes de VICTOR HUGO

ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES

ŒUVRES ROMANESQUES COMPLÈTES

à des conditions exceptionnelles

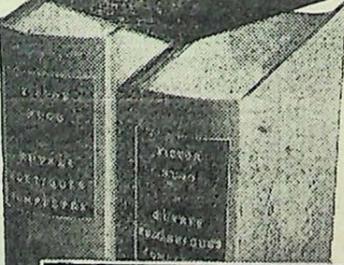
L'Œuvre de Victor Hugo domine toute l'histoire littéraire, et par son rayonnement, l'Histoire tout court.

Ce sera la gloire de l'édition française d'avoir réussi à réunir en un seul magnifique volume les ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES de Victor Hugo, dispersées dans plus de vingt recueils, la plupart introuvables.

Le triomphe, à la Foire du Livre de Francfort, de ce chef d'œuvre de l'Édition européenne a déterminé l'éditeur à publier, également en un seul volume, tous les romans de Victor Hugo : LES MISÉRABLES, NOTRE DAME DE PARIS, QUATRE VINGT TREIZE, etc..., complétés par certains textes inconnus.

Chaque volume relié pleine toile 21x27, 1600 à 1800 p. sur beau papier, tranche supérieure dorée, illustré de documents d'époque ou de dessins de Victor Hugo, est en vente séparément à notre Service Littéraire « Librairie Pilote, 30, rue de Grenelle - Paris 7^e ».

Hâtez-vous de profiter de cette offre car le tirage des ŒUVRES POÉTIQUES est en voie d'épuisement, et le prix des ŒUVRES ROMANESQUES est susceptible d'être prochainement révisé.



L'ENTHOUSIASME DE LA PRESSE
Magnifique volume (COMBAT)... la dernière merveille (L'EXPRESSION)... indispensable recueil (FIGARO)... l'événement littéraire de l'année (ARTS)... un admirable livre qui fait honneur à l'édition française (L'INFORMATION) la Grande Encyclopédie du lyrisme français (LIBÉRATION)... une extraordinaire édition (JOURS DE FRANCE)...

CONDITIONS DE FAVEUR (FRANCE MÉTROPOLITAINE)

1) Chaque volume (vendu séparément) : 13 f 50 par mois (10 versements) 42 f par mois (3 versements) 120 f comptant.

2) les 2 volumes commandés ensemble : 26 f par mois (10 versements) 80 f par mois (3 versements) 228 f comptant.

Livraison immédiate à domicile Transport, emballages gratuits Faculté de retour

BON à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE, 30, rue de Grenelle, Paris 7^e.

Veuillez m'adresser les 2 volumes de Victor Hugo 1 seul volume : Les Œuvres

Je choisis de régler comptant en 3 mensualités en 10 mensualités.

Veuillez trouver ci-inclus le montant de ma commande, de la première mensualité soit _____ frs en un chèque chèque postal joint (Librairie Pilote - C.C.P. 13.905-31) mandat Veuillez m'adresser votre envoi contre remboursement de la totalité de ma commande de la 1^{re} mensualité.

Il est bien entendu que je garde la faculté de renvoyer dans les 48 heures la colis dans son emballage d'origine et qu'en ce cas, je serai immédiatement et intégralement remboursé.

Nom _____ Profession _____

Adresse _____ Signature _____

N° de C.C.P. ou bancaire _____

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04
Permanent de 14 h. à 24 h.
Semaine du 8 au 15 mai
LE COUTEAU DANS L'EAU
(V.O.)

STUDIO 43 43, Faubourg Montmartre PRO. 63-40
Semaine du 8 au 15 mai
LA 5^{ème} VICTIME
de Fritz Lang

Chaque semaine lisez **TRIBUNE SOCIALISTE**

LIVRES ACHAT COMPTANT DOMICILE
Bugnard, 29, rue Durantin
Paris - ORN. 41-25

La STENO en une journée avec la **PRESTOGRAPHIE - NATURISME**
Albums illustrés - Documentation P ou N contre 1 timbre. HARVEST (1), 44, rue des Pyrénées, PARIS (20^e)

TRIBUNE Socialiste
HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e) Tél. : SUF 19-20

● Rédaction : 8, rue Henner Paris (IX^e) Tél. : PIG 65-21

● Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14^e. Tél. : LIT 19-39. Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

3 mois	7,5 F
6 mois	15 F
1 an	28 F
Soutien	50 F

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
58-61, rue La Fayette Paris (9^e)

OISE

Lock-out dans une usine à Chantereine-Thourotte

(De notre correspondant de l'Oise: M. Desachy)

L'USINE de Chantereine-Thourotte emploie 2.600 personnes dont 1.900 ouvriers qu'elle recrute dans un rayon de 20 kilomètres autour de Thourotte. Elle est l'entreprise-pilote de la région. Une partie importante de son recrutement est constituée par des ouvriers-paysans qui font en dehors de leur travail à l'usine de très grands jardins ou de l'élevage.

La direction pratique en grand le paternalisme et les multiples aspects « sociaux » de son activité servent à enchaîner les travailleurs à l'entreprise. Dans son centre d'apprentissage ne sont enseignés que les métiers du verre.

De façon indirecte, elle tente de contrôler les conseils municipaux des localités environnant l'usine. Elle est évidemment une puissance locale. Elle arrive même à faire peur à trop de gens.

La grève et le lock-out

Les dernières élections des délégués d'ateliers ont donné 1.300 voix à la C.G.T. qui regroupe 750 syndiqués, et 250 à la C.G.T.-F.O. ; un syndicat C.F.T.C. existe parmi les employés et un syndicat de cadres chez les ingénieurs.

Deux mouvements d'une heure

avaient été déclenchés quelques jours plus tôt. Le mercredi 24 avril, les ateliers d'exploitation et du « poli continu » débrayent à 95 p. 100 (service du matin).

Le lock-out est annoncé par affiches à la porte de l'usine pour les deux ateliers et jusqu'au vendredi 26 avec des menaces concernant les autres ateliers.

L'atelier transformations débraye à son tour. Grève de 24 heures. Meeting avec 500 ouvriers. Prises de parole de la C.G.T. et de la C.G.T.-F.O.

Jeudi 25, deuxième meeting à la porte de l'usine. La direction annonçait qu'après entrevue avec l'inspection du travail, elle réoccupait le personnel à partir de 13 heures ce même jeudi.

Les revendications syndicales demeurent :

— 6 p. 100 d'augmentation sur les salaires réels ;

— maintien des jours d'ancienneté en plus de la quatrième semaine de congé déjà obtenue ;

— retour progressif aux 40 heures sans diminution de salaires.

La grève prévue pour le 3 mai n'a pas eu lieu à Chantereine.

Notons pour conclure :

1°) La direction a prétendu qu'elle devait être prévenue en cas de grève et c'est de cette façon qu'elle a motivé le lock-out (c'est un des moyens gaullistes pour préparer une loi anti-grève obligeant les syndicats à un préavis) ;

2°) Elle prétend interdire tout mouvement jusqu'au 15 septembre 1963, date de réunion de la commission paritaire ;

3°) Le secteur « installations » de l'usine est en régression. D'où suppression de toutes les heures supplémentaires.

L'arrivée de nouvelles machines provoque des déclassifications pour certains ouvriers. Faut-il prévoir une certaine régression après l'euphorie de la production au cours de ces dernières années ? Un avenir prochain nous répondra.

Par la douceur ou la force, Saint-Gobain entend contrôler son personnel. Le nombre important d'ouvriers syndiqués et la combativité marquée de ces jours derniers prouvent que la classe ouvrière de Chantereine sait que l'ennemi de classe est et demeure le patronat.

LANDES

La forêt gasconne en péril

(De notre correspondant à Mont-de-Marsan : P. Cabannes)

Le gommeur, cet ouvrier solitaire qui récolte la résine dans la forêt gasconne, connaît des conditions de vie de plus en plus difficiles. A l'inverse des travailleurs des autres corporations, son revenu ne cesse de diminuer depuis quelques années. Le prix du litre de gomme payé aux producteurs est passé en effet de 83 anciens francs en 1961 à 62 anciens francs en 1962. Devant cette situation intolérable, les résiniers ont décidé de passer à l'action.

Le 24 avril, cinq mille gommeurs et producteurs de gomme du massif forestier de Gascogne ont manifesté de façon spectaculaire en établissant, sur diverses routes de Lot-et-Garonne, des Landes et de la Gironde, des « barrages filtrants » qui ont retardé la circulation de nombreux automobilistes. Les manifestants avaient bloqué la chaussée au moyen de tracteurs et de charrettes portant des slogans : « Prix décent de la gomme », « Nous voulons du pain », « Nous voulons le prix maintenu des années précédentes ».

50.000 tracts ont été distribués sur lesquels on lisait notamment : « Dix mille gommeurs et leurs familles

s'acheminent vers la misère. En 1960, l'ouvrier gommeur percevait une rémunération de 48,60 F le litre de résine récoltée. En 1961, ce litre ne valait plus que 47,50 F. En 1962, il était descendu à 38 F et, pour 1963, on prévoit 33 F. Et la vie ne cesse d'augmenter !... »

« Depuis juin 1962, le gouvernement a été saisi ; le 14 mars dernier seulement, il a pris une décision notablement insuffisante et encore inappliquée, mais qui laissera les salaires de 15 p. 100 à 20 p. 100 inférieurs à ceux de 1961. »

Celui-ci a bien institué un fonds de compensation et de recherches de produits résineux et produits dérivés, comportant une dotation de 400 millions d'anciens francs, alimentée par une taxe parafiscale. Mais pour que la rémunération du résinier soit en 1962 identique à celle de 1961, il faudrait que la dotation gouvernementale soit de 600 millions, et allouée aux seuls gommeurs recueillant la résine.

La situation des résiniers risque de devenir intenable. Vont-ils devoir abandonner la forêt gasconne, entraînant avec eux la disparition de toutes les usines de distillation de gomme et des industries du bois d'œuvre (les arbres n'étant plus coupés à 70 ou 80 ans, mais exploités à 40 ans) ?

Notre camarade Robert Labeyrie, conseiller général des Landes, écrivait récemment à ce sujet :

« Certes, la lande, dont le calme, la sérénité, la douceur inspirent si facilement le poète, n'incite guère à la violence, mais il faut que le gouvernement sache que les gommeurs ont derrière eux un long passé syndical, qu'ils ont été toujours unis et résolus dans le combat. Il faut qu'il sache que cette union et cette résolution sont plus grandes que jamais. Il faut enfin que le gouvernement sache que toute la population et tous les élus de notre région sont à côté des gommeurs pour mener avec la plus grande détermination l'action nécessaire afin que ne meure pas notre belle forêt de Gascogne. »

Informations

Bons de soutien : liste des lots

MERCI

HEUREUX ami du Doubs vainqueur de la R-4, gros lot de la vente des bons de soutien, que n'étais-tu là en ce mardi 30 avril dans la salle de la rue de la Grange-aux-Belles. Tu aurais pu participer à l'enthousiasme de ces 1.200 personnes qui avaient tenu à assister à la nuit de notre journal. Tu aurais comme nous applaudi Simone Barthel chantant Brassens, Raymond Carral dans son negro-spirituel « blanc » comme il le dit lui-même, Mouloudji dans son tour de chant si peu conformiste et qui n'eut pas le temps de chanter Le Déserteur que lui réclamait la salle.

Tu aurais ri aux pitreries de la famille Arlequin et apprécié Jean Negroni et les comédiens du P.S.U. dans la lecture de Lucullus de Brecht.

Tout le spectacle et tous les artistes — Bernard Lamolle, Pierre Sentier, Michel Ferrand, Jacqueline Danno — qui y ont participé, sans oublier le présentateur Ludovic Marcus, ont droit à nos remerciements.

Merci aussi à l'ami Roger Cerat, à Carmen Soteris, à Philippe et Jean Arthuys et à toute l'équipe qui a donné le meilleur d'elle-même pour organiser et réussir une fête où tous se connaissaient et où l'on s'était retrouvé entre amis. Les disputes, les discussions étaient loins, et ceux qui ne se sont pas déplacés, n'ont pas voulu participer à l'opération « bons de soutien » et se sont contentés comme à leur habitude de critiquer, ceux-là devraient et doivent encore se sentir peu à l'aise.

Alors pourquoi pas la même fête tous les ans à cette veillée du 1^{er} mai ?

Je suis sûr que l'année prochaine la salle serait trop petite...

La Rédaction en chef.

- Voiture Renault R-4 : n° 08741 ;
- Combiné stéréophonique : n° 12242 ;
- Réfrigérateur : n° 64742 ;
- Caméra : n° 55419 ;
- Bateau pneumatique : n° 27747 ;
- Tente familiale : n° 16450 ;
- Magnétophone : n° 11099 ;
- Poste transistor : n° 25621 ;
- Appareil photo : n° 12304.

Les numéros 00894, 01894, 02894, 03894, 04894, 05894, 06894, 07894, 08894, 09894 ont droit à un rasoir Remington.

Les numéros 10894, 11894, 12894, 13894, 14894, 15894, 16894, 17894, 18894, 19894 ont droit à un coffret Kodak.

Les numéros 20894, 21894, 22894, 23894, 24894, 25894, 26894, 27894, 28894, 29894 ont droit à un album de disques.

Les numéros 30894, 31894, 32894, 33894, 34894, 35894, 36894, 37894, 38894, 39894 ont droit à un sac à dos.

Les numéros 40894, 41894, 42894, 43894, 44894, 45894, 46894, 47894, 48894, 49894 ont droit à un livre d'art.

Les numéros 50894, 51894, 52894, 53894, 54894, 55894, 56894, 57894, 58894, 59894 ont droit à un lit de camp.

Les numéros 60894, 61894, 62894, 63894, 64894, 65894, 66894, 67894, 68894, 69894 ont droit à un ballon de football.

Les numéros 70894, 71894, 72894, 73894, 74894, 75894, 76894, 77894, 78894, 79894 ont droit à un duvet.

Les numéros 80894, 81894, 82894, 83894, 84894, 85894, 86894, 87894, 88894, 89894 ont droit à un matelas pneumatique.

Les numéros 90894, 91894, 92894, 93894, 94894, 95894, 96894, 97894, 98894, 99894 ont droit à un foulard.

Tous les bons de soutien se terminant par 27 ont droit, au choix :

- soit à un disque 45 tours,
- soit à un livre.

Cercle ouvert

Conférence-débat, mardi 14 mai (à 20 h. 45, 44, rue de Rennes), sur Le racisme, avec Anouar Abdel-Malek, Marcel Manville, Léon Poliakov, Maxime Rodinson, sous la présidence de Jacques Nantet.

Edouard Depreux à Bourg

Samedi 11 mai, à 20 h. 30, la Fédération du P.S.U. de l'Ain organise une grande réunion d'information dans l'annexe de la salle des fêtes avec le concours d'Edouard Depreux, secrétaire national.

Cours sur les finances locales

Comme nous l'avions annoncé quatre cours ont été organisés par l'A.D. E.L.S. (Revue Correspondance Municipale) et « Peuple et Culture » sur « le budget communal ». Le premier cours, qui portait sur l'élaboration du budget, a eu lieu le 25 avril et réunissait une trentaine de participants. Le second aura lieu le jeudi 20 mai, de 20 h. 30 à 22 h. 30, rue Cassette, Paris. Les prochains exposés porteront sur les recettes, les dépenses de fonctionnement et les dépenses d'équipement.

Pour tous renseignements, écrire à R. Beaunez, 147, rue du Cinq-Mars, Colombes (Seine).

Montpellier : marche antiatomique

A l'initiative du Mouvement contre l'armement atomique, avec l'appui du Comité de Montpellier du Mouvement de la Paix et de l'Action civique non violente, se déroulera le 12 mai, de Frontignan à Montpellier, une marche antiatomique silencieuse : — contre la force de frappe ; — contre les expériences nucléaires ; — pour le désarmement général et contrôlé.

Départ le 12 mai à Frontignan, devant la gare S.N.C.F., à 6 h. 2. Arrivée prévue à Montpellier vers midi.

Saône-et-Loire

Des parents en colère

(De notre correspondant à Mâcon: Jean Chatelet)

La Cité technique de Mâcon comprend un lycée technique, un collège masculin et un collège féminin, en tout 1.500 élèves.

Bien entendu, l'établissement est trop petit pour accueillir tous les élèves qui en font la demande, malgré leur réussite à l'examen d'entrée. C'est ainsi qu'en septembre 1962 une soixantaine de candidats se sont vu refuser l'entrée du collège masculin, faute de place à l'internat. Les enfants qui habitent loin sont donc défavorisés, à moins de pouvoir louer une chambre en ville (certaines pour le prix de 150 F par mois).

Mais il y a mieux encore : l'établissement n'est pas terminé.

Dernièrement, l'Association des parents d'élèves de la Cité, lassée par les promesses sans effets, a lancé un mot d'ordre de grève pour le lundi 29 avril. Une lettre fut envoyée à chaque famille, expliquant les raisons de la grève et rappelant les revendications, posées depuis quatre ans, à savoir : construction dans un bref délai d'un gymnase, d'un garage à vélo, d'une clôture, et agrandissement des ateliers.

Cette grève a été un succès puisque seuls quelques internes étaient présents. Par ailleurs, tous les syndicats du personnel enseignant (S.N.E.T., C.G.T., C.F.T.C., F.O.) avaient donné leur appui. Enfin, le député-maire S.F.I.O. de Mâcon avait exprimé son accord.

Des responsables de l'Association des parents d'élèves nous ont assuré qu'il s'agissait là d'une première manifestation et qu'il ne saurait être question de patienter encore longtemps sans réagir vigoureusement.

Rien n'explique les retards apportés dans l'achèvement des travaux, sinon l'incurie ou la mauvaise volonté du ministère. Il est vrai que, pour construire et achever des écoles, il faut des capitaux.

Le ministre de l'Education nationale a-t-il songé que pour réaliser son fameux plan (sur lequel il y aurait beaucoup à dire) il faut de l'argent, beaucoup d'argent, et que cet argent est déjà utilisé pour faire la bombe de qui vous savez ?

QUELLES étaient les préoccupations des Français en mai 1962 ? Par quels événements ont-ils été le plus marqués, en ce mois qui restera pour beaucoup comme le printemps de la paix ? Tel est le thème du dernier film de Chris Marker, conçu comme une enquête dans le plus beau décor : Paris.

Cette enquête cinématographique

Théâtre

"Printemps 71"

D'Arthur Adamov

UNE chronique de la Commune de Paris, ainsi, sans doute Arthur Adamov voyait-il « Printemps 71 ». La Commune est là, bien présente, durant ces trois heures et demie de spectacle. Du « Cochon Fidèle » bistrot de la Contrescarpe, à la barricade de la rue du Château-d'Eau, la geste révolutionnaire nous est rendue. Pour cela l'auteur jette sur scène ses personnages aux dimensions historiques : Oud et Vallès à peine transposés, Fournier, Tonton, blanquistes, Polia et Sofia, internationalistes réfugiés.

Nous les suivons du 18 mars au 23 mai : du 18 mars lorsque le refus de livrer les canons de la Garde Nationale fait encore supposer qu'il ne s'agit que d'un mouvement d'humeur, à la semaine sanglante, lorsque la bourgeoisie traquant partout ceux dont les mains noircies dénoncent l'origine, assassine froidement avec les bénédictions d'usage, et montre par là qu'elle a saisi l'importance de la menace.

Arthur Adamov nous avait expliqué le parti adopté en écrivant « Printemps 71 ». Succession de scènes et « guignols » critiques. On comprend ce qu'il souhaitait. Il faut dire que le résultat n'est pas convaincant. Le spectacle souffre d'un certain nombre de déséquilibres ou peut-être de partis pris, je ne sais trop, qui font de l'ensemble un montage héroïque.

Je n'ai pas goûté les intermèdes guignolesques. Repoussoirs mettant en présence Thiers, l'Assemblée nationale, Bismarck, la Banque de France et leurs facés grimaçants qui finissent par désarmer le contenu même autrement plus important de leurs déclarations. Le texte des scènes souffre d'avoir été ramené. Le vocabulaire des éléments d'ions conscients apparaît trop en regard de l'autre et du coup on ne voit pas, en proportion, pourquoi les idées qu'il transmettait ne s'imposent pas.

C'est si l'on veut une question de rapport dans l'ensemble. Et puis on sent qu'Adamov, absorbé dans un souci de ne rien oublier, s'est trouvé submergé. Cela donne de trop nombreuses références et une pièce lâche.

Peut-être ces réserves auraient-elles fondu avec une autre mise en scène. Claude Martin a voulu l'imagerie d'Epinal, que d'ailleurs les décors — maisons dessinées naïvement et ciel bleu — et surtout les costumes — crinolines, échappées de gravures de mode — accentuent. Une certaine emphase, un ton pathétique, héroïque je l'ai déjà dit, s'installe, qui nuit au spectacle. C'est finalement du théâtre, trop de « théâtre ».

Le souvenir où l'idée qui naît à la lecture de Lissagaray, de Talès, de Guillaume, c'est la poussière, la chaleur, le délabrement physique, vestimentaire dans lesquels les derniers combattants seront tués, ces éléments qui font défaut à Saint-Denis. N'empêche : à voir sans faute.

Emile Copfermann.

(Au théâtre Gérard-Philipe à Saint-Denis tous les vendredis et samedis à 20 h. 30, le dimanche en matinée à 15 h. Loc.: PL Aine 20-40).

Enseignants, étudiants, parents... !
lisez le numéro spécial de
PERSPECTIVES SOCIALISTES
consacré à
" RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT,
LAICITÉ D'AUJOURD'HUI "
46, 54, Bd Garibaldi, Paris-15'

rappelle par plus d'un point celle que Jean Rouch mena, il y a deux ans, sur le thème du bonheur. Cela nous valut une Chronique d'un été bien laborieuse et plutôt terne dans l'ensemble. Comment se fait-il que Marker ait réussi là où Rouch a échoué ? Car la réussite est indiscutable. D'une manière ingrate (l'interview-minute réalisée selon la formule du cinéma-vérité), Marker a tiré un

portrait de Paris et des Parisiens qui est un chef-d'œuvre de réalisme et d'humour, de vérité et de poésie.

Le montage attractif, les cadrages accessoires, tout ce qui ressortit chez Marker au « collage pictural » entre pour une bonne part dans la composition de ce chef-d'œuvre. Mais ce n'est pas la raison principale de la réussite. Rouch braquait ses caméras

en vase clos ; il posait une question vague aux passants et ceux-ci, effarouchés (si l'on peut dire), répondaient avec réticence. Marker, lui, est descendu dans la rue et sur les boulevards avec des questions concrètes sur les lèvres ; à une époque où le plastic claquait le long des façades et où Salan était condamné, où Glenn faisait son saut de puce dans l'espace mais où le métro était en grève. C'est peut-être ce qui donne à Joli mai une dimension plus humaine, un caractère moins abstrait.

Les interviews (bien plus naturelles que celles de Rouch) évoquent parfois la rhétorique de bistrot, les paroles saisies au vol sur la plateforme d'un autobus, mais les répliques sont intégrées dans un contexte artistique qui les métamorphose. On pense à la manière méticuleuse dont Apollinaire composait certains de ses poèmes avec des phrases toutes faites. Le Joli mai est un film extrêmement concerté, élaboré, construit, dosé, mais avec des échappées fulgurantes vers le ciel. Le cœur s'y promène aussi librement qu'un oiseau dans une toile de Klee ou de Mondrian.

Marker est avant tout un poète. On n'est que plus sensible à ce qu'il nous dit : « Tant que la misère existe, vous n'êtes pas riche ; tant que la détresse existe, vous n'êtes pas heureux ; tant que les prisons existent, vous n'êtes pas libre. »

Jean-Jacques Vernon.

L'ange exterminateur

de Luis Bunuel

APRES le coup d'éclat de Viridiana, avant de retourner faire un autre film en Espagne, Luis Bunuel a réalisé au Mexique L'Ange exterminateur. C'est l'un des plus simples de ses films, l'un des plus interprétables aussi. L'histoire que raconte Bunuel est linéaire ; dans la haute société, des gens qui se retrouvent à l'occasion d'une réception ne réussissent plus à sortir du salon où ils sont réunis. Ils doivent s'en arranger, y vivre, s'y révéler. Les détails comiques, cruels, abondent ; finalement, les bourgeois pourront sortir. Mais cette claustrophobie mystérieuse n'est pas entièrement évanouie...

Il faut voir L'Ange exterminateur comme une sorte de parabole, de conte fantastique où Bunuel raconte très simplement une histoire qui lui plaît. Il serait sans doute périlleux de chercher à chaque épisode de l'histoire des correspondances trop précises : pas plus que dans Swift, à qui Bunuel fait souvent penser. « Peut-être, nous dit-on, la meilleure explication de L'Ange exterminateur c'est que raisonnablement il n'y en a aucune. »

L'histoire narrée, le monde dépeint, la déconfiture des bourgeois à laquelle nous sommes conviés, le triomphe de la révolution qui gronde à l'extérieur du lieu clos, tout cela est empreint de logique, mais d'une logique propre, celle qui nous fait accepter sans discussion les événements de nos rêves.

L'Ange exterminateur, c'est un rêve éveillé et aussi une très rigoureuse — et très drôle — histoire fantastique.

Marcel Ranchal.

Livres

L'Europe du Marché commun

par Pierre Drouin

VOICI quatre ans que le traité de Rome instituant la Communauté économique européenne (C.E.E.), autrement dit le Marché commun, est entré en vigueur. Voici trois mois que de Gaulle, par sa conférence de presse du 16 janvier, a soumis la nouvelle institution et les cinq partenaires de la France à rude épreuve. Le livre de Pierre Drouin, notre confrère du « Monde », « L'Europe du Marché commun » (1), publié peu de temps après ce dernier événement, aide à comprendre pourquoi cette nouvelle organisation économique entre plusieurs nations, la première du genre, fort différente des simples accords de libre-échange dont l'histoire a montré la fragilité, semble devoir mieux résister aux secousses.

Peu importe que l'on partage ou non les sympathies que l'auteur manifeste pour l'entreprise européenne ; son livre est un dossier très complet, dont la lecture est indispensable à quiconque porte intérêt aux affaires politiques. On y trouve, outre un bilan de ce qui est déjà réalisé, une excellente mise au point sur les problèmes qui demeurent posés. Citons simplement quelques exemples, choisis parmi les questions de nature à nous intéresser plus particulièrement : le syndicalisme et sa représentation dans les organismes européens, le contrôle de l'exécutif, les rapports avec les pays du tiers-monde, la planification... On signalera tout particulièrement les pages qui concernent les « ententes » entre grandes sociétés industrielles. En voici la conclusion : « D'année en année, les mailles de « l'Europe des affaires » se resserreront si on laisse aller les choses suivant leur pente naturelle. La seule manière d'empêcher sérieusement cette conquête de l'Europe par le grand capital, c'est de favoriser l'apparition d'une planification démocratique qui remplacera celle des firmes. »

En un mot, un livre qui donne les éléments indispensables d'information à quiconque veut discuter sérieusement de l'attitude de la gauche sur les problèmes européens.

R. V.

(1) Julliard, éditeur, 352 pages, 16,20 F.

L'IMAGE

par Daniel J. Boorstin

DURANT les dix dernières années, un nouveau type de sociologie populaire est née aux Etats-Unis. Il y a eu des études sur « l'organisationman », sur l'avancement social et même sur les idées érotiques des dessinateurs de voitures. Et ceux qui aspiraient à s'élever dans la société, ainsi que les propriétaires de voitures ont acheté ces livres par dizaines de milliers d'exemplaires.

Daniel J. Boorstin a écrit un livre dans cette tradition. Il a adopté un point de vue spécial : il a choisi pour point de départ le problème de l'image. Par ce moyen, il a décrit les Etats-Unis. L'Amérique, dit-il, est la proie de sa propre production d'images et de rêves. A Washington, d'importantes nouvelles politiques sont faites par des journalistes qui, de cette façon, fabriquent l'actualité au lieu de l'observer. Dans certains cas, il y a des « pseudo-événements », des événements dont la seule fonction est d'être rapportés.

En un sens, Boorstin a repris l'ancienne définition d'Hollywood — « l'usine à rêves » — et l'a appliquée à la nation toute entière. Il pense même que cet état des choses a de mauvaises conséquences pour la politique américaine intérieure et internationale.

Sans doute, la documentation de Boorstin est fascinante. Il a presque des yeux poétiques et les utilise pour découvrir le faux, la manipulation, les réveries publicitaires de la vie américaine.

Mais comme tous les adeptes de la sociologie populaire, Boorstin a manqué de faire une contribution vraiment profonde à la connaissance des Etats-Unis. Parce qu'il ne s'est pas demandé quelle est la fonction sociale de cette industrie du rêve.

Dans une société comme celle des Etats-Unis, une société qui pense qu'il vaut mieux satisfaire des pseudo-besoins au lieu de satisfaire des besoins vraiment humains, les rêves de la presse populaire ne sont pas quelque chose d'insubstantiel. Les rêves sont des substitutions à la vraie vie dont le peuple aurait besoin. Leur irrationalité est l'expression de l'irrationalité des priorités capitalistes de production.

Si Boorstin avait fait une relation entre sa thèse et ce fait, peut-être aurait-il écrit un livre profond. En fait, il n'a écrit qu'une étude intéressante, et même importante, mais une étude qui oublie de décrire la force de l'argent au centre du rêve.

Michael Harrington.

Julliard, éditeur.

MUSIQUE

CONCERTO POUR

DEUX PIANOS

de Francis POULENC

« LES salles de concert ne sont fréquentées que par les snobs ». Voire, ami, voire et aussi voir. En un temps où la vertu de scandale a tristement disparu, la salle de concert est un lieu reconfortant où l'on a l'indignation rapide. La « pouaille » se déchaine facilement si elle constate qu'il y a tromperie sur la marchandise. Par contre, le public du « pouailler », riche en jeunes, est plus indulgent aux nouveautés difficiles.

C'est néanmoins la salle presque entière qui, en 1913, se déshabillait pour protester contre l'audition du Sacre du printemps de Stravinsky.

Quelques apostrophes sont restées

célèbres, telles celles de Florent Schmidt qui, un jour que Debussy était peu applaudi au parterre, cria au chef d'orchestre : « Tu ne voudrais pas recommencer pour ceux d'en bas qui n'ont pas compris ! », et, un jour de mouvements divers à la suite de l'exécution d'une œuvre de Satie, il hurla : « Silence, les grues du seizième ! » Allez-y voir un jour, lors d'une première audition, c'est instructif ; de plus, vous verrez qu'un disque, même dans une version parfaite, ne peut donner la même impression que l'audition au concert.

LE DISQUE DE LA QUINZAINE.

— Le concerto pour deux pianos de

F. Poulenc, interprété par l'auteur et son ami J. Février. Le disque est d'une très bonne gravure. L'interprétation est, bien entendu, parfaite. Tout ce qui est enregistré de Poulenc vous plaira par son charme sans mièvrerie, sa bonne humeur et son humour : la Suite les biches, la Suite française, le Trio pour piano, hautbois et basson. Le Gloria est d'un accès plus difficile pour un néophyte, mais tous les mélomanes avertis doivent le posséder en attendant de pouvoir écouter le Stabat mater, qui n'est pas encore enregistré. F. Poulenc est mort il y a deux mois : il avait apparemment encore beaucoup à dire.

Pierre Bourgeois.